

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togé, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
 Par porteur ou par la poste.
 Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
 Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1943

- 2 septembre — Ordonnance relative au salaire des jeunes travailleurs astreints à l'instruction pré militaire obligatoire. (*Arrêté de promulgation* n° 85 Cab. du 21 février 1944) 116
- 15 décembre — Ordonnance portant annulation de la loi du 13 août 1940 et des dispositions subséquentes relatives aux associations dites secrètes. (*Arrêté de promulgation* n° 86 Cab. du 21 février 1944) 118
- 15 décembre — Ordonnance attribuant au tribunal militaire de cassation permanent d'Alger la connaissance des oppositions et recours formés contre les ordonnances et jugements du tribunal militaire d'armée créé par l'ordonnance du 2 octobre 1943. (*Arrêté de promulgation* n° 86 Cab. du 21 février 1944) 118
- 15 décembre — Arrêté portant constitution du comité supérieur consultatif de l'instruction publique aux colonies 119
- 16 décembre — Décret portant organisation du haut-commandement 119
- 21 décembre — Ordonnance modifiant l'ordonnance du 6 juillet 1943 relative à la légitimité des actes accomplis pour la cause de la libération de la France et à la révision des condamnations intervenues pour ces faits (avance des frais d'instance) (*Arrêté de promulgation* n° 85 Cab. du 21 février 1944) 117
- 22 décembre — Arrêté portant modification de l'arrêté du 23 octobre 1943 relatif au fonctionnement du compte spécial « paiement des fournitures faites et services rendus au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ». 120
- 26 décembre — Décret étendant la compétence du tribunal maritime de cassation d'Alger. (*Arrêté de promulgation* n° 86 Cab. du 21 février 1944) 119

- 28 décembre — Ordonnance abrogeant l'ordonnance du 28 mars 1943 créant un trésor local en A. O. F. (*Arrêté de promulgation* n° 85 Cab. du 21 février 1944) 117
- 31 décembre — Décret modifiant les articles 90 bis et 96 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux. (*Arrêté de promulgation* n° 85 Cab. du 21 février 1944) 117
- 1944
- 1^{er} janvier — Décret modifiant les articles 8 et 9 du décret du 3 septembre 1943 érigeant le bureau administratif des colonies d'Alger en service administratif colonial et le bureau administratif des colonies à Casablanca en service colonial du port de Casablanca 121
- 7 janvier — Décret interdisant dans les colonies le trafic et la fonte des espèces et monnaies nationales. (*Arrêté de promulgation* n° 87 Cab. du 21 février 1944) 121
- 7 janvier — Ordonnance relative au tribunal militaire permanent de renvoi après cassation. (*Arrêté de promulgation* n° 88 Cab. du 21 février 1944) 122
- 8 janvier — Ordonnance modifiant l'article 177 du code de justice militaire. (*Arrêté de promulgation* n° 88 Cab. du 21 février 1944) 122
- Rectificatif à l'ordonnance du 6 décembre 1943 modifiant l'ordonnance du 18 août 1943 instituant une commission d'épuration auprès du Comité français de la Libération nationale 122

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

- 1944
- 20 janvier — N° 211 F. — Arrêté général portant classement de marchandises omises au tarif 123
- 20 janvier — N° 222 TP. — Arrêté général accordant une réduction des prix de transport aux produits du pays des récoltes 1942-43 et antérieures destinés à l'exportation, suivi de l'arrêté local n° 79 TP. du 15 février 1944 le soumettant à la procédure de publication d'urgence 123

24 janvier	— No 262 IP. — Décision générale fixant les dates des examens et concours de l'enseignement primaire	124
------------	--	-----

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1943

24 décembre	— No 708 D. — Arrêté portant réglementation des tares et emballages et de la liquidation des droits.	124
-------------	--	-----

1944

5 janvier	— No 4 F. — Arrêté fixant à nouveau les taux de la taxe perçue au profit de la chambre de commerce.	134
5 février	— No 68 F. — Arrêté sur les indemnités et allocations professionnelles	134
5 février	— No 69 F. — Arrêté sur l'indemnité de responsabilité	137
5 février	— No 70 F. — Arrêté fixant à nouveau la réglementation des indemnités pour travaux et heures supplémentaires	138
9 février	— No 77 AE./3 — Arrêté fixant les prix de vente de l'oxygène, de l'acétylène et du sirop.	139
20 février	— No 81 ss. — Arrêté mettant sous le régime de surveillance sanitaire les navires en provenance de Nigéria	140
21 février	— No 89 P. — Arrêté modifiant le paragraphe 4 de l'article 18 nouveau de l'arrêté no 161 du 24 mars 1934, modifié par arrêté no 23 P. du 9 janvier 1943 réglementant les congés et les permissions du personnel indigène des cadres locaux du Togo.	140
21 février	— No 92 F. — Arrêté portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo, exercice 1944.	140
21 février	— No 94 D. — Arrêté fixant la liste et les conditions d'admission en franchise de certaines marchandises à leur entrée au Togo et portant classement d'autres marchandises pour l'application du tarif	128
23 février	— No 96 AE. — Arrêté portant ouverture de la campagne du coton 1943-1944 et fixant les prix aux producteurs	141
23 février	— No 97 P. — Arrêté fixant les conditions et le programme de l'examen professionnel prévu par l'article 9 de l'arrêté du 24 mars 1934 pour le passage des commis principaux de 3 ^e classe au grade de commis principaux de 2 ^e classe des P. T. T.	141
Additif à la décision no 604 IP. du 20 septembre 1943	fixant la liste des véhicules exempts de réquisition	142
Personnel		142
Divers		145

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1944

21 janvier	— Décret portant nomination dans l'ordre du Nicham el Anouar (<i>extrait</i>).	148
------------	--	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis de concours (<i>Préposés des douanes</i>)	148
Avis au commerce	149
Avis au public { <i>Prohibition de sortie</i>	149
<i>Déclaration de biens ennemis</i>	150
Avis de vente aux enchères publiques	150
Domaines	150

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Promulgations

No 85 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

21 février 1944. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1^o — l'ordonnance du 2 septembre 1943 relative au salaire des jeunes travailleurs astreints à l'instruction prémilitaire obligatoire;

2^o — l'ordonnance du 21 décembre 1943 modifiant l'ordonnance du 6 juillet 1943 relative à la légitimité des actes accomplis pour la cause de la libération de la France et à la révision des condamnations intervenues pour ces faits (avance des frais d'instance);

3^o — l'ordonnance du 28 décembre 1943 abrogeant l'ordonnance du 28 mars 1943 créant un trésor local en A. O. F.;

4^o — le décret du 31 décembre 1943 modifiant les articles 90 bis et 96 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux.

ORDONNANCE du 2 septembre 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Vu l'ordonnance du 19 mars 1943 du commandant en chef français civil et militaire instituant l'instruction prémilitaire obligatoire;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — La charge des salaires des jeunes travailleurs astreints à l'instruction prémilitaire obligatoire sera répartie comme suit :

a) salaires correspondant aux séances d'instruction fixées à des jours ouvrables; ces salaires resteront à la charge de l'employeur;

b) salaires correspondant au séjour annuel dans les camps; ces salaires seront pris en charge par l'Etat sur la base des salaires hebdomadaires ou mensuels des intéressés.

ART. 2. — Les dépenses d'alimentation des jeunes travailleurs au cours de leur séjour au camp seront à la charge du budget de la guerre.

ART. 3. — La présente ordonnance est immédiatement applicable à l'Algérie.

ART. 4. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 2 septembre 1943.

GIRAUD. DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire au travail et à la prévoyance sociale,

A. TIXIER,

Le commissaire aux finances,

COUVE DE MURVILLE

Le commissaire à l'intérieur,

A. PHILIP,

Le commissaire aux affaires étrangères,

MASSIGLI.

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

ORDONNANCE du 21 décembre 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 13 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 6 juillet 1943 relative à la légitimité des actes accomplis pour la cause de la libération de la France et à la révision des condamnations intervenues pour ces faits;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 7 de l'ordonnance du 6 juillet 1943 est complété comme suit :

Pour les pays d'Afrique du Nord et pour les colonies, les frais de l'instance sont avancés par le budget local du pays où siège la cour de révision, et recouvrés, le cas échéant, auprès des demandeurs qui auront succombé. Dans les colonies groupées en fédération, l'avance sera faite par le budget général de la fédération dans les mêmes conditions.

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 21 décembre 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux finances,

Pierre MENDES-FRANCE.

Le commissaire à la justice,

commissaire aux colonies p. i.,

François de MENTHON.

ORDONNANCE du 28 décembre 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies et du commissaire aux finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 28 mars 1943 créant un trésor local en A. O. F.;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — L'ordonnance du 28 mars 1943 créant un trésor local en A. O. F. est abrogée.

ART. 2. — Le gouverneur général de l'A. O. F. fixera par un arrêté, les détails d'exécution de la présente ordonnance.

ART. 3. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 28 décembre 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

Le commissaire aux finances,

Pierre MENDES-FRANCE.

DÉCRET du 31 décembre 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, ensemble les textes modificatifs;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le deuxième alinéa de l'article 90 bis du décret du 2 mars 1910 susvisé, modifié par le décret du 23 juillet 1937, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Ces indemnités peuvent être attribuées dans les limites et aux taux maxima prévus par le tableau I bis annexé au présent décret, par des arrêtés des chefs de colonie, pays de protectorat ou territoire sous mandat relevant du Commissariat aux colonies, exécutoires dès leur publication au journal officiel local.

« Au cas où les arrêtés instituent des limites et des taux dépassant ceux prévus par ledit tableau, ils doivent être soumis à l'approbation préalable du commissaire aux colonies. Un maximum général peut, en outre, être fixé par décret pour chaque colonie ».

ART. 2. — Le tableau I bis annexé à l'article 90 bis du décret du 2 mars 1910 susvisé est annulé et remplacé par le tableau suivant :

TABEAU I bis (nouveau)

Indemnité pour travaux supplémentaires aux chargés de cours en dehors de leurs services : heure	75 frs.
Indemnité aux membres du conseil de contentieux par rapport	225 frs.
Indemnité pour travaux supplémentaires, tous services :	
heure de jour	15 frs.
heure de nuit	30 frs.
Indemnité aux fonctionnaires chargés de faire passer le permis de conduire, par permis	15 frs.

ART. 3. — Les dispositions de l'article 96 du décret du 2 mars 1910 susvisé, modifié par le décret du 11 juillet 1936, sont modifiées comme suit :

La limite de 3.000 francs figurant aux paragraphes II, III et IV est portée à 15.000 francs.

ART. 4. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 31 décembre 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

N° 86 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

21 février 1944. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1° — l'ordonnance du 15 décembre 1943 portant annulation de la loi du 13 août 1940 et des dispositions subséquentes relatives aux associations dites secrètes ;

2° — l'ordonnance du 15 décembre 1943 attribuant au tribunal militaire de cassation permanent d'Alger la connaissance des oppositions et recours formés contre les ordonnances et jugements du tribunal militaire d'armée créé par l'ordonnance du 2 octobre 1943 ;

3° — le décret du 26 décembre 1943 étendant la compétence du tribunal maritime de cassation d'Alger.

ORDONNANCE du 15 décembre 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire à l'intérieur ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale ;

Vu l'acte de l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français en date du 13 août 1940 et les textes subséquents relatifs aux associations secrètes ;

Vu l'ordonnance du 14 mars 1943 relative aux associations secrètes ;

Vu l'ordonnance du 1^{er} juillet 1943 portant amnistie ;

Vu l'ordonnance du 4 juillet 1943, modifiée par l'ordonnance du 5 août 1943, concernant la réintégration des fonctionnaires, magistrats et agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés ;

Vu l'ordonnance du 22 octobre 1943 relative aux conditions de réintégration des agents et employés des services concédés ou subventionnés ;

Vu l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle ;

Vu l'ordonnance du 24 novembre 1943 déclarant nulles certaines lois pénales de l'autorité de fait dite « Gouvernement de l'Etat français » ;

Le conseil juridique entendu ;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Sont et demeurent nuls les textes de l'acte dit « loi du 13 août 1940 » dans ses articles 1^{er}, 2, 3 portant interdiction des associations dites secrètes et les textes modificatifs complémentaires ou d'application, ainsi que l'ordonnance du 12 janvier 1943.

Les associations et groupements dissous en application des textes précités sont réputés n'avoir jamais cessé d'exister sous l'empire des lois qui les régissaient.

ART. 2. — Sont levées de plein droit les mesures de séquestre prises contre les biens des associations dites secrètes et groupements assimilés, par application de l'acte dit « loi du 13 août 1940 » et des textes subséquents. La mainlevée du séquestre est prononcée, à la demande des associations et groupements intéressés, par ordonnance de référé du président du tribunal civil dans le ressort duquel les biens sont situés.

Au vu d'une ampliation de la décision de mainlevée, l'administration des domaines ou tout autre administrateur séquestre restituera aux associations et groupements intéressés les biens en nature dont il assure encore la gestion ou qui ont été confiés à d'autres services publics.

Lorsque, par application de l'acte dit « loi du 13 août 1940 », des administrateurs séquestres ont été nommés pour assurer l'administration des biens, les frais débours et honoraires des administrateurs séquestres seront, le cas échéant, mis à la charge du trésor.

Lorsque cette administration a été assurée par l'administration des domaines, il ne sera pas opéré de retenue pour frais de régie.

ART. 3. — En ce qui concerne les biens qui auraient fait l'objet d'actes de disposition, des décrets, pris tant en exécution de la présente ordonnance que de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, régleront les modalités de la restitution.

ART. 4. — Les bénéficiaires de la disposition de l'article 2, n° 2 de l'ordonnance du 24 novembre 1943, appartenant aux cadres de l'armée, de l'administration ou des services publics ou employés dans les entreprises concédées ou subventionnées ou titulaires de postes à la nomination de l'Etat dans les entreprises d'intérêt général, seront réintégrés et reclassés dans les conditions prévues respectivement par l'ordonnance du 4 juillet 1943, modifiée par l'ordonnance du 5 août 1943, et par l'ordonnance du 22 octobre 1943.

ART. 5. — Les effets des sanctions disciplinaires et des privations de décoration et de distinction honorifique qui sont intervenues en application des textes déclarés nuls par l'article 2, n° 2, de l'ordonnance du 24 novembre 1943 seront effacés à la diligence de l'administration ou de l'autorité publique compétente, d'office ou sur la requête de l'intéressé.

ART. 6. — La présente ordonnance est applicable à l'ensemble des territoires relevant du Comité français de la Libération nationale. Elle sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 15 décembre 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire à la justice,
commissaire à l'intérieur p. i.,
commissaire aux colonies p. i.,*

François de MENTHON.

Le commissaire aux affaires étrangères,

MASSIGLI.

Le commissaire à la guerre et à l'air,
André LE TROQUER.

Le commissaire à la marine,

Louis JACQUINOT.

ORDONNANCE du 15 décembre 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire à la guerre et à l'air;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 2 octobre 1943 portant institution d'un tribunal militaire d'armée;

Vu les articles 126, 127 et 128 du code de justice militaire;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les oppositions et recours formés contre les ordonnances et jugements du tribunal militaire d'armée, créé par l'ordonnance du 2 octobre 1943, sont portés devant le tribunal militaire de cassation permanent d'Alger, conformément aux prescriptions des articles 126, 127 et 128 du code de justice militaire pour l'armée de terre.

ART. 2. — Les juges appelés à siéger dans les conditions visées à l'article 1^{er} de la présente ordonnance, sont nommés par le commissaire à la guerre et à l'air.

ART. 3. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 15 décembre 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire à la guerre et à l'air,

André LE TROQUER.

*Le commissaire à la justice,
commissaire à l'intérieur p. i.,
commissaire aux colonies p. i.,*

François de MENTHON.

Le commissaire à la marine,

Louis JACQUINOT.

Le commissaire aux affaires étrangères,

MASSIGLI.

DECRET du 26 décembre 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire à la marine;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu les articles 109 et suivants, 154, 184 et suivants du code de justice maritime;

Vu le décret du 12 avril 1940 créant un tribunal maritime permanent de cassation à Alger;

Vu l'ordre du 19 décembre 1940 portant constitution d'un tribunal maritime permanent de cassation des forces françaises libres dans le Royaume-Uni;

Le Comité juridique entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A dater du présent décret et pendant la durée des hostilités, le tribunal maritime permanent de cassation d'Alger a compétence pour juger les pourvois formés contre les jugements rendus par les tribunaux maritimes permanents ou temporaires fonctionnant en Grande-Bretagne, en Afrique continentale et au Levant.

ART. 2. — L'ordre du 19 décembre 1940 est abrogé.

ART. 3. — Le commissaire à la marine, le commissaire à la justice, le commissaire aux affaires étrangères, le commissaire aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 26 décembre 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire à la marine,

Louis JACQUINOT.

Instruction publique**ARRETE du 15 décembre 1943.**

LE COMMISSAIRE AUX COLONIES,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 30 octobre 1902 fixant le statut du personnel de l'enseignement métropolitain détaché aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est constitué à Alger, un Comité consultatif supérieur de l'instruction publique aux colonies, dont la composition est fixée comme suit :

Président :

1^o — Le recteur de l'académie d'Alger,

Membres :

2^o — Un inspecteur général des colonies,

3^o — Un administrateur des colonies, désigné par le commissaire aux colonies,

4^o — L'inspecteur conseil de l'enseignement aux colonies,

5^o — Un inspecteur de l'enseignement primaire,

6^o — Un professeur de lycée,

7^o — Un professeur d'école normale ou d'E.P.S.,

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 15 décembre 1943.

Le commissaire aux colonies p. i.,

François de MENTHON.

Haut Commandement**DECRET du 16 décembre 1943.**

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire à la guerre et à l'air et du commissaire à la marine;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 9 novembre 1943 fixant la composition du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 octobre 1943 instituant un Commissariat à la défense nationale et concernant l'organisation du Commandement;

Le Comité juridique entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Comité français de la Libération nationale assure la direction générale de la guerre. Il assume l'autorité sur l'ensemble des forces terrestres, navales et aériennes.

Les pouvoirs dévolus au président du conseil des ministres, par la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre, notamment en ce qui concerne la direction et la coordination de la défense nationale, sont exercés par le président du Comité français de la Libération nationale.

ART. 2. — Le président du Comité français de la Libération nationale est assisté pour l'exercice des pouvoirs définis à l'article 1^{er} du présent décret par un Comité de défense nationale qu'il préside et qui comprend :

les commissaires chargés des départements militaires (guerre, air, marine) ;

le général commandant en chef ;

éventuellement, les commissaires chargés des départements civils pour les questions intéressant leur département.

Les chefs d'état-major généraux participent en principe aux séances à titre consultatif.

Le directeur général des services spéciaux peut participer à titre consultatif aux séances du comité pour les questions concernant son service.

Le comité de défense nationale dispose d'un secrétariat dont le chef, désigné par décret, est rapporteur du comité et assiste aux réunions avec voix consultative.

ART. 3. — Sont prises en comité de défense nationale toutes décisions concernant :

la conduite militaire de la guerre ;

les plans généraux d'emploi et la répartition des forces,

les programmes généraux d'armement et d'organisation générale des forces armées,

la répartition générale des ressources entre les départements militaires et éventuellement les autres départements,

les relations avec les organismes alliés de conduite de la guerre notamment par les missions militaires à l'étranger et attachés militaires.

Le comité de défense nationale émet obligatoirement des avis consultatifs sur :

la politique générale des personnels,

les promotions des officiers généraux et nomination aux Hauts Commandements (chefs d'état-major généraux, commandant les forces françaises sur les différents théâtres, commandants de grandes unités, commandants de régions militaires, d'airs régionaux, officiers généraux commandant les forces navales, officiers généraux commandant la marine à terre),

la désignation des chefs de mission militaire à l'étranger et des attachés militaires navals et de l'air.

ART. 4. — Sur la base des décisions du comité de défense nationale le président règle les questions de service courant relevant de la compétence de ce comité.

ART. 5. — Les Commissariats chargés des départements militaires comprennent, pour chacune des armées de terre, de l'air et de mer, un état-major général, organe de commandement, et des directions de services.

Les commissaires sont chargés de l'administration et de l'entretien des forces de terre, de l'air et de mer. Ils ont sous leur autorité directe celles de ces forces qui ne sont pas placées par le Comité français de la Libération nationale à la disposition du commandant

en chef. Ils pourvoient à leur organisation et à leur mise sur pied, conformément aux plans d'ensemble établis par le comité de défense nationale.

Les commissaires peuvent, par arrêté, déléguer leur signature aux chefs d'état-major généraux et aux directeurs de services.

ART. 6. — Les attributions respectives des commissaires chargés des départements militaires et du commandant en chef ainsi que les rapports du commandant en chef avec le Comité de la Libération demeurent régis par la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre.

Le général commandant en chef est nommé par décret du Comité français de la Libération nationale. Il exerce le commandement direct des forces françaises de terre, de mer et de l'air, mises à sa disposition pour les opérations, par le Comité français de la Libération nationale, et assure avec le commandement militaire allié les liaisons nécessaires à ce sujet.

Il participe avec le commandement interallié à l'établissement des plans d'opérations. A l'égard des forces, qui ne sont pas sous son commandement direct, il exerce les attributions d'inspecteur général.

En ce qui concerne les besoins d'entretien et de transport des forces placées sous son commandement, le général commandant en chef adresse ses demandes aux commissaires chargés des départements militaires (états-majors généraux).

Ceux-ci leur font donner satisfaction par priorité.

Le général commandant en chef participe aux délibérations et négociations concernant le réarmement des forces et contresigne les commandes d'armement présentées par les commissaires chargés des départements militaires selon les directives générales du comité de défense nationale.

ART. 7. — Le décret du 2 octobre 1943 instituant un Commissariat à la défense nationale et concernant l'organisation du commandement est abrogé.

ART. 8. — Le comité de défense nationale, le commissaire à la guerre et à l'air, le commissaire à la marine sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 16 décembre 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire à la guerre et à l'air,

André LE TROQUER,

Le commissaire à la marine,

Louis JACQUINOT.

Conventions Internationales

ARRETE du 22 décembre 1943.

LE COMMISSAIRE AUX FINANCES,

Vu l'ordonnance du 22 octobre 1943 portant création du compte spécial « paiement des fournitures faites et services rendus au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique » ;

Vu l'arrêté du 23 octobre 1943 relatif au fonctionnement de ce compte ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté du 23 octobre 1943 relatif au fonctionnement du compte spécial « paiement des fournitures faites et services rendus au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique » est modifié comme suit :

a) à l'article 2, titre I, chapitre II, la nomenclature doit être complétée comme suit :

« Art. 9. — Production agricole et ravitaillement.

« Art. 10. — Hygiène et santé publique.

« Art. 11. — Information et propagande ».

b) à l'article 2 le libellé du titre II doit être ainsi lu :

« Remboursement aux budgets des dépenses imputées budgétairement pour fournitures faites et services rendus au Gouvernement des Etats-Unis ».

c) le texte de l'article 5 est remplacé par le texte suivant :

« Art. 5. — Le montant des ordres de paiement émis sur le titre XI du compte spécial au nom des comptables assignataires sera pris en recettes au budget du Comité français de la Libération nationale, à celui de l'Algérie, celui de la Tunisie ou celui du Maroc suivant l'imputation antérieure de la dépense.

Toutefois en ce qui concerne les budgets locaux, il pourra donner lieu à rétablissement de crédits.

Au budget du Comité français de la Libération nationale, cette prise en recettes sera faite à la ligne « recettes accidentelles ».

Au budget de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie la prise en recettes ou le rétablissement de crédit sera fait suivant les instructions du Gouvernement général de l'Algérie, du Gouvernement chérifien ou du Gouvernement Beylical.

Les ordonnateurs devront émettre les ordres de recettes au profit du budget du Comité français de la Libération nationale en même temps que les ordres de paiement sur le compte spécial.

Les ordres de recettes ou de reversement au profit des budgets des territoires seront émis suivant les instructions des gouvernements respectifs ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 22 décembre 1943.

Pierre MENDES-FRANCE.

Service administratif colonial

Service colonial du port de Casablanca

DECRET du 1^{er} janvier 1944.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies et du commissaire aux finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 modifié par les décrets des 4 septembre et 18 octobre 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 23 juillet 1943 fixant les attributions du commissaire aux colonies;

Vu le décret du 3 septembre 1943 érigeant le bureau administratif des colonies de Casablanca en service colonial du port de Casablanca;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 8 et 9 du décret du 3 septembre 1943 précité sont annulés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 8. — Le personnel du service administratif colonial d'Alger, de l'annexe d'Oran et du service colonial du port de Casablanca est composé :

1^o — de fonctionnaires coloniaux affectés par décision du commissaire aux colonies;

2^o — d'agents contractuels dont les contrats d'engagement sont soumis pour approbation au commissaire aux colonies;

3^o — d'auxiliaires recrutés suivant les usages commerciaux des places d'Alger, d'Oran et de Casablanca.

Les effectifs, la hiérarchie et les attributions du personnel sont fixés par un arrêté du commissaire aux colonies.

Ce personnel pourra, au même titre que celui du Commissariat aux colonies auquel il est assimilé, être incorporé dans le cadre des agents temporaires des services centraux du Comité français de la Libération nationale.

Art. 9. — Les dépenses de personnel et les dépenses de location de bureaux et de magasins, de fonctionnement, d'entretien et autres dépenses assimilées du service administratif colonial d'Alger, de l'annexe d'Oran et du service colonial du port de Casablanca sont à la charge du budget du Comité français de la Libération nationale, section du Commissariat aux colonies.

Toutefois, en cas de besoin, des fonctionnaires coloniaux pourront être détachés à ces services par décision du commissaire aux colonies. Ces fonctionnaires continueront à être rémunérés par les colonies, corps ou services auxquels ils appartiennent ».

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le commissaire aux colonies et le commissaire aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 1^{er} janvier 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

Le commissaire aux finances,

Pierre MENDES-FRANCE.

Espèces et monnaies nationales

N^o 87 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

21 février 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 7 janvier 1944 interdisant dans les colonies le trafic et la fonte des espèces et monnaies nationales.

DECRET du 7 janvier 1944.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 modifié par les décrets des 4 septembre et 18 octobre 1943, portant création de Commissariats au Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 26 août 1943 autorisant l'émission de monnaies de 2 fr., 1 fr., et 0 fr. 50 et interdisant le trafic et la fonte des espèces et monnaies nationales;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont interdits dans les territoires relevant du Commissariat aux colonies, le trafic et la fonte de toutes espèces et monnaies nationales, quels qu'en soient le type, la date d'émission et les caractéristiques, sous peine d'une amende de 1.000 à 10.000 francs, et d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois, ou de l'une des peines seulement.

La confiscation des espèces et monnaies nationales sera obligatoirement prononcée à l'encontre des délinquants au profit du trésor.

ART. 2. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 7 janvier 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

Le commissaire aux finances,
Pierre MENDES-FRANCE.

Justice militaire

N° 88 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

21 février 1944. — Sont promulguées dans le territoire du Togo :

1° — l'ordonnance du 7 janvier 1944 relative au tribunal militaire permanent de renvoi après cassation;

2° — l'ordonnance du 8 janvier 1944 modifiant l'article 177 du code de justice militaire.

ORDONNANCE du 7 janvier 1944.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE;

Sur le rapport du commissaire à la justice, du commissaire à la guerre et à l'air et du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'article 150 du code de justice militaire pour l'armée de terre;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation aux dispositions de l'article 150 du code de justice militaire pour l'armée de terre, les tribunaux militaires de cassation permanents, établis aux colonies, lorsqu'ils prononcent, pendant la durée des hostilités, l'annulation d'un jugement pour un motif autre que celui d'incompétence, pourront renvoyer l'affaire devant le tribunal militaire permanent qui en a déjà connu, mais autrement composé.

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 7 janvier 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire à la guerre et à l'air,

André LE TROQUER.

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

Le commissaire à la justice,

François de MENTHON.

ORDONNANCE du 8 janvier 1944.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'article 177 du code de justice militaire;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ajouté après le 2^e alinéa de l'article 177 du code de justice militaire un nouvel alinéa ainsi conçu :

« Lorsque les relations sont, par suite de l'état de guerre, interrompues entre le lieu où siège le tribunal militaire et le territoire métropolitain, si l'inculpé ou l'accusation invoque des instruments de preuves dont le juge d'instruction militaire estime que la production serait indispensable à la manifestation de la vérité, mais qui se trouvent en France, le juge d'instruction peut rendre une ordonnance de suspension de l'instruction jusqu'à ce que la libération du territoire métropolitain en permette la reprise ».

« L'ordonnance prononçant ou refusant la suspension de l'instruction pourra être frappée d'opposition dans les conditions prévues au dernier alinéa du présent article ».

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 8 janvier 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire à la justice,

François de MENTHON.

Le commissaire à la guerre et à l'air,

André LE TROQUER.

Le commissaire à la marine,

Louis JACQUINOT.

Commission d'épuration

RECTIFICATIF à l'ordonnance du 6 décembre 1943, portant modification de l'ordonnance du 18 août 1943, instituant une commission d'épuration auprès du Comité français de la Libération nationale, (J. O. T. du 1^{er} février 1944).

Page 47, 1^{re} colonne :

Article 4, 1^o —

au lieu de :

« en fonctions au 5 septembre 1940 ».

Lire :

« en fonction au 5 septembre 1939 ».

Le reste sans changement.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Droit de sortie

ARRETE n° 211 F. du 20 janvier 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 3 novembre 1943 instituant temporaire-

ment l'assimilation fiscale entre l'A. O. F. et le Togo en ce qui concerne les droits fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu l'article 123, paragraphe 5, du décret du 1^{er} juin 1932 donnant pouvoir au gouverneur général pour classer les marchandises pour l'application du tarif;

Vu l'arrêté du 16 octobre 1943 fixant la liste et les conditions d'admission en franchise des produits et marchandises et leur assimilation tarifaire pour l'application des droits;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau portant assimilation tarifaire de certains produits et marchandises ayant fait l'objet de l'annexe 2 de l'arrêté du 16 octobre 1943 est complété comme suit :

NUMÉROS D'ORDRE	DÉSIGNATION DES PRODUITS	ASSIMILATIONS TARIFAIRES	N° DE LA NOMENCLATURE
109	Pâte d'arachide (produit résiduaire provenant de la trituration des arachides lors de l'extraction de l'huile)	Autres produits et déchets végétaux.	369 a
110	Pâte de cacao (produit résiduaire de la fabrication du beurre de cacao)	Autres produits et déchets végétaux.	369 a
111	Spécialité pharmaceutique dénommée « Pantokion » (1)	Quinine et ses sels et produits synthétiques antimalariques remplaçant la quinine.	623

(1) L'annexe n° I, titre I, de l'arrêté du 16 octobre 1943 est à compléter en conséquence.

ART. 2. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances et le commissaire de la République au Togo sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié, communiqué et inséré partout où besoin sera.

Dakar, le 20 janvier 1944.
P. COURNARIE.

Transports de produits coloniaux

ARRETE N° 222 TP. du 20 janvier 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et tous actes subséquents qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté n° 4545 TP. du 22 décembre 1942 fixant l'organisation et le fonctionnement de la direction générale des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo et l'arrêté n° 999 du 6 mars 1943 organisant la direction des transports;

Vu l'arrêté n° 4369 TP. du 31 décembre 1943 portant réorganisation de la direction générale des travaux publics;

Vu les arrêtés nos 3579, 3580, 3581, 3582, 3583, 3584, 3585 bis, 3585 ter, 3586 ter du 8 octobre 1943 portant relèvement des tarifs des chemins de fer de l'A. O. F. et du Togo, des wharfs de Port-Bouët, Grand-Bassam, Cotonou, Lomé, ainsi que des services annexes du Bénin-Niger (service automobile et navigation du Niger) à compter du 1^{er} novembre 1943;

Sur la proposition de l'ingénieur général, directeur général des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les produits du pays énumérés à l'article 4 ci-après, des récoltes 1942-1943 et antérieures, destinés à l'exportation et remis au transport entre le 1^{er} novembre 1943 et le 1^{er} mai 1944, bénéficieront, sur les chemins de fer de l'A. O. F. et du Togo et services annexes, des tarifs en vigueur avant le 1^{er} novembre 1943.

ART. 2. — Les dispositions ci-dessus sont applicables par voie de détaxe. Les demandes de détaxe devront être présentées dans un délai de 4 mois compté du jour de l'expédition et appuyées d'un certificat administratif permettant le contrôle par rapprochement avec une déclaration des stocks.

ART. 3. — La déclaration des stocks en cause sera obligatoirement faite avant le 31 janvier 1944 aux chefs de circonscriptions administratives.

ART. 4. — Le présent arrêté est applicable uniquement aux produits du pays énumérés ci-après : café, cacao, palmistes, huile de palme, arachides décortiquées ou en coques, coprah, amandes et beurre de karité, ricin, coton, sisal, caoutchouc.

ART. 5. — Le directeur général des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera et qui entrera en vigueur immédiatement avec effet rétroactif à compter du 1^{er} novembre 1943.

Dakar, le 20 janvier 1944.

P. COURNARIE.

N° 79 TP. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

15 février 1944. — Vu l'urgence, l'arrêté général 222 TP. du 20 janvier 1944, accordant une réduction des prix de transports aux produits du pays des récoltes 1942-1943 et antérieures destinés à l'exportation, est rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans les bureaux de postes.

La date limite des déclarations a été reportée au 15 février 1944.

Enseignement

262 i. p. — Par décision du gouverneur général de l'Afrique occidentale française du 24 janvier 1944, les examens et concours de l'enseignement primaire auront lieu en 1944 aux dates ci-après :

Concours d'entrée à l'école William-Ponty : lundi 12 et mardi 13 juin.

Concours d'entrée à l'école Frédéric-Assomption : lundi 12 et mardi 13 juin.

Concours d'entrée à l'école technique supérieure : lundi 12, mardi 13 et mercredi 14 juin.

Concours d'entrée à l'école de navigation de Dakar : lundi 5 juin.

Concours d'entrée à la section préparatoire de l'école de médecine et vétérinaire : lundi 12 juin.

Concours d'entrée à l'école normale de jeunes filles de Rufisque : lundi 12 et mardi 13 juin.

Concours d'entrée à l'école de médecine (sages-femmes) : lundi 12 juin.

Concours d'entrée à l'école de médecine vétérinaire : mardi 13 juin et jours suivants.

Bourses et secours scolaires : jeudi 11 mai.

Diplôme d'aptitude professionnelle : lundi 10 juillet.

Diplôme supérieur d'aptitude professionnelle : mardi 11 juillet.

Certificat d'aptitude à l'enseignement : vendredi 7 juillet.

Les gouverneurs sont chargés, dans chaque colonie ou territoire, d'organiser la surveillance des examens conformément aux textes en vigueur, et d'établir les listes d'inscription des candidats qui seront closes le 15 avril 1944.

A cette date, ils aviseront télégraphiquement le Gouvernement général du nombre des centres prévus pour chacun des examens, en vue des séries d'épreuves à envoyer, le cas échéant, au chef-lieu de chaque colonie.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Douanes

ARRETE n° 708 D. du 24 décembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHARGÉ DES AFFAIRES COURANTES

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 69 du décret du 11 novembre 1926 réglementant le fonctionnement du service des douanes au Togo;

Vu la réglementation des taxes et emballages en vigueur dans la métropole, issue du décret du 6 octobre 1926, relatif à l'application des droits du tarif des douanes;

ARRETE :

TITRE PREMIER

Définitions

ARTICLE PREMIER. — Pour l'application des droits inscrits aux tarifs d'entrée et de sortie, on entend :

a) Par poids brut, le poids résultant du pesage du contenu et du contenant, c'est-à-dire le poids cumulé du contenu et de toutes ses enveloppes tant intérieures qu'extérieures;

b) Par poids demi-brut, le poids cumulé du contenu et de ses emballages intérieurs;

c) Par poids net réel, le poids de la marchandise dépouillée de ses enveloppes intérieures et extérieures;

d) Par poids net légal, le poids obtenu en déduisant du poids brut la tare dite légale, c'est-à-dire la tare que des arrêtés ou des règlements rendus pour leur application ont déterminée, selon le mode d'emballage et l'espèce des marchandises;

e) Par poids demi-net, le poids cumulé de la marchandise et de l'emballage intérieur immédiat.

TITRE II

Des marchandises soumises à la taxation spécifique

ART. 2. — Les emballages ou récipients qui servent de contenants, d'enveloppe, de support ou de tout autre conditionnement aux marchandises sont, en principe, considérés comme ayant une valeur marchande et doivent, par suite, être imposés séparément au droit qui leur est propre, sauf lorsqu'il s'agit de marchandises tarifées au brut, si le droit de l'emballage n'exède pas plus de 10% celui du contenu ou bien des marchandises pour lesquelles le tarif prescrit la perception au demi-brut. Dans ces deux cas, le droit afférent à la marchandise est liquidé sur le poids cumulé du contenu et des emballages extérieurs et intérieurs, ou sur le poids cumulé du contenu et des emballages intérieurs.

Pour un produit taxé au brut dont l'emballage bénéficie du régime de l'admission temporaire, le poids de l'emballage est cumulé avec celui du produit pour le calcul des droits. Dans ce cas, l'emballage ne sera jamais soumis à son droit propre.

ART. 3. — Par exception à la règle posée dans l'article précédent, il y a lieu d'admettre comme étant sans valeur marchande les emballages dont la spécification suit :

a) *Emballages extérieurs.* — Caisses et futailles ordinaires en bois commun, tambours récipients ou cylindres en tôle de fer ou d'acier employés au transport de certains produits chimiques (chlorure et carbure de calcium ou d'autres produits du même genre) et qu'on ne peut extraire sans détériorer le corps du récipient, sacs en textiles contenant des engrais chimiques employés en agriculture, boîtes ou autres emballages en fer blanc ou imprimé soudés ou sertis, boîtes et autres emballages en carton présentant des traces d'usage, toiles, nattes, serpillières, couffins, couffes, papier, papier doublé de tissu, etc..., formant l'emballage des balles, ballots, paquets, etc..., emballages d'usage courant en vannerie (paniers, canastres, haras-ses, balles, etc...); cuveaux n'ayant pas le caractère d'ouvrage de tonnellerie, enveloppes en jute, chanvre ou végétal filamenteux cousus à large point même avec sorte de capuchon, ne constituant pas des sacs; enveloppes ou torsades de paille, de copeaux, etc...;

malles usagées servant au transport d'échantillons ou d'effets en cours de service; paille, foin, laine ou sciure de bois conditionnant normalement les chargements de marchandises; cercles, bandes, feuilards, fils en fer ou en acier servant à ligaturer normalement les caisses, balles, etc...; cordes servant à consolider les sacs contenant du sucre en pains, sacs en papier, goudronné ou non, importés pleins de chaux, ciment, plâtre, etc.

b) *Emballages intérieurs.* — Boîtes en carton ou carte, boîtes ou caissettes en bois commun; estagnons, bidons, boîtes, caisses en fer blanc ou imprimé soudées ou serties dont le contenu ne peut être enlevé sans détériorer le corps du récipient, papiers servant d'enveloppe ou de séparation; planchettes servant au pliage des tissus; formes en carte ou en carton, rouleaux en bois plein ou creux non tourné, tambours en carte, carton ou papier servant à l'enroulement des tissus, rubans, de la passementerie, des toiles cirées, des linoléums, etc...; sacs ou sachets ou pliages en papiers, même illustrés ou métallisés, renfermant des cigarettes du tabac, etc; sacs en papier servant d'emballage intérieur à des produits dont l'emballage extérieur est formé par un sac en tissu; tubes en carton.

Sont également considérés comme sans valeur marchande les boîtes renfermant des cigares et cigarettes.

ART. 4. — Les emballages énumérés à l'article 3 ci-dessus sont compris dans le poids imposable et taxés au même droit que le contenu quand celui-ci est tarifé au brut.

Les emballages intérieurs, des catégories réputées sans valeur, sont également imposés au droit du contenu lorsque la marchandise est taxée au demi-brut ou au demi-net.

Dans les autres cas, les contenants dont il s'agit tant extérieurs qu'intérieurs, sont admis en franchise.

ART. 5. — Lorsque les emballages intérieurs ayant une valeur marchande sont passibles d'un droit inférieur à celui du contenu ou d'un droit n'excédant pas plus de 10% celui du contenu, ils peuvent être déclarés cumulativement avec la marchandise et soumis au même droit que celle-ci.

ART. 6. — Les emballages extérieurs ou intérieurs dont le poids doit être cumulé avec celui du contenu dans la liquidation des droits et qui ne font pas l'objet d'un régime particulier (admission temporaire ou retour) ne doivent pas être déclarés distinctement par nature, espèce, qualité, catégorie et poids. Il suffit, en ce qui les concerne, que la déclaration indique le nombre et l'espèce des colis comme suit: 10 caisses, 25 fûts, 3 paniers etc.

Il en est de même lorsqu'il s'agit de contenants admissibles comme emballages sans valeur marchande, soit qu'on déclare la marchandise au net réel, soit qu'on la déclare au net légal.

Dans tous les autres cas, la déclaration distincte détaillée des emballages est obligatoire.

ART. 7. — Lorsque les emballages renfermant des produits taxés au brut sont soumis séparément à leur droit propre, leur poids ne doit pas être compris dans le poids imposable du contenu.

TITRE III

Du pesage et de la vérification des marchandises

ART. 8. — Les marchandises sont pesées:

Jusqu'au gramme pour les colis ne dépassant pas 5 kilogrammes l'un;

Jusqu'à l'hectogramme pour les colis pesant l'un de 5 kilogrammes exclusivement à 300 kilogrammes inclusivement;

Jusqu'au demi-kilogramme pour les colis pesant plus de 300 kilogrammes, mais, en fin d'opération, après déduction de la tare réelle ou légale le net à liquider est, dans ce cas, établi jusqu'à l'hectogramme;

Jusqu'au kilogramme pour les pesées sur le pont-bascule; les fractions de kilogramme sont également négligées en fin d'opération, après déduction de la tare (inscrite ou réelle) des véhicules.

On peut, sauf le cas de soupçon d'abus, admettre le poids obtenu en défalquant la tare inscrite du poids total, véhicule compris, lorsque ce poids est supérieur au poids déclaré. Dans le cas contraire, ce dernier doit être admis.

ART. 9. — Pour la détermination des quantités exactes d'alcool pur renfermées dans les alcools et spiritueux de toutes sortes soumis aux droits d'après cette base de perception il est fait état des dixièmes de degré révélés par l'alcoomètre.

ART. 10. — La vérification des marchandises peut être soit intégrale ou complète, soit partielle, c'est-à-dire effectuée par épreuves, pour la quantité ou pour l'espèce et la qualité et même à la fois pour la quantité et pour l'espèce et la qualité.

ART. 11. — Le contrôle du poids peut avoir lieu par épreuves lorsqu'il s'agit de colis ou d'objets d'un poids uniforme et portant les mêmes marques, c'est-à-dire de mêmes formes, dimensions et marques, dont les poids ne présentent pas, entre eux, un écart de plus de 5% ou, dans le cas contraire, lorsqu'il a été remis à l'appui de la déclaration une note du poids distinct et de chaque colis ou objet (note de détail).

La note de détail doit être datée et signée par le déclarant; mais elle ne fait pas partie intégrante de la déclaration. Elle n'a légalement que la valeur d'un simple bordereau destiné à faciliter la vérification.

ART. 12. — A l'importation et sous réserve de l'appréciation du service suivant les circonstances, les épreuves quant au poids doivent, en principe, porter sur un colis au moins lorsque le nombre des colis ne dépasse pas 5, sur deux colis au moins lorsque le nombre des colis est de 20 au plus et sur un dixième au moins du nombre total lorsqu'il y a plus de 20 colis.

Les mêmes proportions doivent être observées, sous la condition stipulée au paragraphe précédent, pour la vérification des quantités, en ce qui concerne les marchandises imposées autrement qu'au poids.

ART. 13. — Lorsque l'expédition comprend un grand nombre de colis, la proportion des épreuves de poids peut être réduit à 5, 2 ou même 1% suivant les conditions de l'opération et si, d'ailleurs, le service juge cette réduction possible.

ART. 14. — Pour les sorties d'entrepôt ou les arrivages en suite de transit ou de transbordement, ayant donné lieu à une première vérification de détail, le nombre des épreuves peut être réduit s'il y a lieu, tant pour le contrôle de la quantité que pour celui de l'espèce et de la qualité.

ART. 15. — Les déclarants ont le droit de refuser les résultats des vérifications par épreuves et de demander que la vérification soit complète ou intégrale.

ART. 16. — S'ils acceptent ces résultats par écrit et s'il s'agit de colis d'un poids ou d'une contenance uniformes, à l'égard desquels il n'a pas été fourni de notes de détail, la moyenne du poids ou de la contenance constatée par le service sert de base pour toute la partie (1).

(1) Soit 50 caisses, colis uniformes déclarées à 50 kilogrammes l'une, ensemble 2.500 kilogrammes. Les pesées d'épreuves donnent : 50 kilogrammes, 50 kgrs. 200, 50 kgrs. 400, 50 kilogrammes, 50 kgrs. 200, 49 kgrs. 800, 50 kgrs. 100, soit au total : 7 colis = 350 kgrs. 700.

Poids moyen d'un colis : $350 \text{ kgrs. } 700 : 7 = 50 \text{ kgrs. } 100$.

Poids total à soumettre aux droits : $50 \text{ kgrs. } 100 \times 50 = 2.505 \text{ kgrs.}$

Toutefois, lorsque cette moyenne est inférieure au poids ou à la contenance déclarée et que les vérifications d'épreuves n'ont pas été faites dans la proportion indiquée à l'article 12, la liquidation s'effectue sur le poids ou la contenance déclarée.

Si, d'ailleurs, le poids ou la contenance obtenus par épreuves diffèrent sensiblement du poids ou de la contenance déclarés, il y aurait lieu de procéder à un plus grand nombre d'épreuves ou même de recourir à la vérification intégrale.

En ce qui concerne les colis ayant fait l'objet de notes de détail, si le poids ou la contenance reconnus sont supérieurs à ceux de la note de détail, l'excédent est appliqué proportionnellement à toute la partie. Si, au contraire, il y a déficit sur le poids ou la contenance des colis vérifiés, il n'est tenu compte du déficit que pour ces colis et la déclaration est admise quant au surplus (2).

(2) Exemples de vérifications sur notes de détail :

a) Excédent. — Soit un lot de 50 colis pesant ensemble 5.850 kilogrammes :

Colis vérifiés	Poids déclaré	Poids reconnu
N° 1	120 kg.	124 kg.
N° 20	114 kg.	112 kg.
N° 22	116 kg.	118 kg.
N° 25	115 kg.	121 kg.
N° 30	120 kg.	125 kg.
Totaux	585 kg.	600 kg.

Excédent reconnu 15 kilogrammes.

Excédent proportionnel $15 \times 5.850 : 585 = 150 \text{ kgrs.}$

Poids à soumettre aux droits : $5.850 + 150 = 6.000 \text{ kgrs.}$

b) Déficit. — Soit un lot de 15 colis pesant ensemble 1.800 kilogrammes :

Colis vérifiés	Poids déclaré	Poids reconnu
N° 2	120 kg.	115 kg.
N° 5	118 kg.	118 kg.
N° 10	117 kg.	114 kg.
N° 12	119 kg.	117 kg.
Totaux	474 kg.	464 kg.

Déficit reconnu 10 kilogrammes

Poids admis pour conformes quant au surplus.

Poids à soumettre aux droits : $1.800 - 10 = 1.790$.

S'il y a refus des intéressés d'acquiescer par écrit aux résultats ainsi établis, la partie entière serait vérifiée.

ART. 17. — Les dispositions ci-dessus relatives aux investigations par épreuves sont applicables pour la vérification :

a) Du poids brut des marchandises taxées sur cette base et des marchandises auxquelles la tare légale doit être appliquée;

b) Du poids net des produits imposés au net et des produits non logés ni emballés dont le droit est exigible au brut;

c) Du poids demi-brut ou du poids demi-net des marchandises qui doivent acquitter les droits sur cette base.

ART. 18. — Le poids réel de la marchandise doit être constaté ou vérifié soit en mettant à nu la marchandise sur la balance, soit en déduisant du poids brut ou demi-brut le poids effectif ou tare réelle des emballages.

Dans ce dernier cas, il y a lieu de procéder comme suit : si les emballages sont de poids uniforme, la tare de ces emballages peut être établie par épreuves sur ceux que le service désigne spécialement à cet effet; le nombre des épreuves peut être limité aux proportions indiquées ci-dessus pour la vérification du poids brut ou du poids net des colis.

Si le poids net total qui résulte de ce contrôle par épreuves est supérieur au poids déclaré, il est pris pour base de la liquidation; dans le cas contraire, la liquidation s'effectue sur le poids déclaré.

A l'égard des emballages de poids différents, la tare réelle peut être également vérifiée par épreuves lorsqu'il a été produit un relevé (note de détail du poids de ces emballages, ou lorsque le déclarant les allote par catégories au moment de la visite. Si le poids net total ainsi obtenu est supérieur au poids déclaré, il est pris pour base de la liquidation; dans le cas contraire, la liquidation s'effectue sur le poids déclaré.

On peut déterminer la tare des fûts, estagnons, bidons, boîtes soudées ou non, paniers et autres emballages d'usage courant au moyen de types préalablement identifiés déposés au bureau d'importation. Si le poids net total ainsi déterminé au vu d'échantillons-types est supérieur au poids déclaré, il est pris pour base de la liquidation; dans le cas contraire la liquidation s'effectue sur le poids déclaré.

Dans tous les cas, les intéressés doivent donner leur adhésion par écrit aux résultats de l'opération, s'ils s'y refusent, il est procédé à la vérification complète

ART. 19. — La tare réelle des emballages est relevée jusqu'au gramme s'il s'agit d'emballages ne pesant pas individuellement plus de 5 kilogrammes et jusqu'à l'hectogramme pour les emballages pesant plus de 5 kilogrammes.

En fin d'opération, après déduction du poids des emballages jusqu'au gramme ou jusqu'à l'hectogramme selon le cas, le net à liquider est établi jusqu'au gramme ou jusqu'à l'hectogramme, ainsi qu'il est prescrit par l'article 8 ci-dessus.

ART. 20. — Lorsqu'un même colis renferme des marchandises d'espèces différentes, mais toutes taxées

au brut, le poids de l'emballage se répartit proportionnellement sur chacune des marchandises que contient le colis.

Lorsque des marchandises taxées au brut sont réunies à des marchandises taxées autrement, la taxe n'est perçue au brut que sur les premières de ces marchandises et seulement en proportion de leur poids partiel.

Dans la pratique et pour simplifier les opérations on peut, d'accord avec les déclarants, ajouter une tare de 20% au poids net constaté ou admis des marchandises imposées au brut pour tenir lieu du brut proportionnel.

Cette majoration conventionnelle de 20% ne doit être faite que d'accord entre le commerce et le service, le déclarant a toujours la faculté de la demander, mais il n'est pas obligé de l'accepter. Par contre, le service n'est pas tenu de l'accorder aux déclarants, il doit même la refuser lorsqu'elle est manifestement préjudiciable au trésor.

Pour les liquides taxés à la mesure, en bouteilles ou en cruchons, le poids brut proportionnel des récipients doit en général, s'établir sur la base de 50% du poids brut total.

TITRE IV

Des tares légales

ART. 21. — Les tares légales afférentes aux marchandises susceptibles d'acquitter les droits au net légal sont fixées conformément aux indications du tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	NATURE ET ESPÈCE DES EMBALLAGES	TAUX DE LA TARE LÉGALE
Cacao	Pneilles ou caisses autres qu'à claire-voie .	12 %
	Sacs ou balles	1,50 %
Café	Sacs de jute (emballage simple)	0,75 %
Huiles de pétrole (brutes, raffinées et essences)	En fûts dits pétroliers	20 %
Autres produits taxés au net	1° En balles, ballots, sacs, paniers ou colis à claire-voie	2 %
	2° En fûts ou caisses autres qu'à claire-voie	12 %
Moix de colas ...	En paniers	8 %

ART. 22. — Il est fait application de la tare légale aux envois de marchandises desdites catégories lorsqu'elle est demandée par le déclarant ou que la déclaration n'indique pas le net réel.

ART. 23. — Ne peuvent bénéficier de la tare légale :

1° — Les marchandises dont l'emballage n'est pas complet et d'usage courant;

2° — Les produits d'espèces différentes taxés au net et renfermés dans un même colis;

3° — Les produits taxés au net renfermés dans un même colis avec des produits taxés au brut;

4° — Les produits comportant un emballage intérieur devant être taxé séparément à son droit propre.

ART. 24. — Les tares légales ainsi que les tares réelles sont calculées ou relevées jusqu'au gramme ou jusqu'à l'hectogramme suivant que le poids de l'emballage ne dépasse pas 5 kilogrammes ou est au contraire supérieur à cette limite. En fin d'opération et après déduction du poids des emballages le net à liquider est arrêté au gramme, à l'hectogramme ou au demi-kilogramme, suivant les distinctions prévues à l'article 8 qui précède (1).

(1) Exemples :

1° — Un colis pesant brut	51 kg. 800
Tare légale 2 o/o	1 kg. 036
Net légal	50 kg. 764
Soit, net à liquider: 50 kg. 700.	
2° — Un colis pesant brut	5 kg. 200
Tare réelle	0 kg. 450
Net réel	4 kg. 750
Soit, net à liquider: 4 kg. 750.	

TITRE V

Des marchandises soumises à la taxation « Ad valorem »

ART. 25. — Les droits d'entrée ad valorem sont perçus d'après la valeur des marchandises dans le lieu et à la date de l'importation. Cette valeur est déterminée soit par la mercuriale officielle, soit à défaut, par la valeur de facture de la dernière transaction intervenue, majorée de 25% pour tenir compte de tous les frais postérieurs à l'achat.

Le prix de facture est le prix de la marchandise (emballages compris) au moment où elle sort des magasins du commerçant expéditeur majoré s'il y a lieu de la commission des intermédiaires.

Les droits de sortie ad valorem sont perçus d'après la valeur des produits au moment de l'exportation. Cette valeur est déterminée par les barèmes officiels (prix « loco-magasin port d'embarquement ») auxquels s'ajoute la commission aux exportateurs pour tous les produits dont le prix d'achat est fixé par le comité central des prix soit, à défaut de barème officiel, par la valeur mercuriale ou encore, à défaut, par le prix de facture (prix du produit dans les magasins de l'exportateur majoré de tous les frais accessoires : emballages, transport, commission, etc...), jusqu'à l'arrivée au bureau des douanes où la déclaration est déposée.

Les valorations figurant aux tableaux des mercuriales représentent la valeur moyenne des marchandises dans l'état et au moment où elles sont importées. Le poids unitaire servant de base au calcul de la valeur mercuriale (brut, demi-brut ou net) est indiqué aux tableaux dont il s'agit.

Lorsqu'une marchandise est mercurialisée au brut, ses emballages extérieurs et intérieurs ne sont pas

soumis aux droits qui leur sont propres. Il en est de même des emballages intérieurs lorsque la marchandise est mercuialisée au demi-brut.

Les emballages extérieurs des marchandises mercuialisées au demi-brut et les emballages (extérieurs et intérieurs) des marchandises mercuialisées au net acquittent leurs droits propres à moins qu'ils ne rentrent dans les catégories énumérées à l'article 3 (emballages sans valeur marchande).

La taxe ad valorem applicable à une marchandise couvre à la fois le contenu et le contenant lorsque le produit est imposé d'après le prix de facture.

ART. 26. — Le chef du service des douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 décembre 1943.

H. GAUDILLOT.

ARRETE N° 94 D. du 21 février 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 552 F. en date du 15 octobre 1943 fixant la quotité et le mode d'assiette des droits fiscaux d'entrée;

Vu l'arrêté n° 50 F. en date du 22 janvier 1943 fixant la quotité et le mode d'assiette des droits fiscaux de sortie et les textes subséquents le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté 3681 ter du 16 octobre 1943 du gouverneur général de l'Afrique occidentale française;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La liste et les conditions d'admission en franchise des produits et marchandises ayant fait l'objet de renvois au tarif fiscal d'entrée des douanes, issu de l'arrêté n° 552 F. du 15 octobre 1943 sont fixées d'après l'annexe 1 du présent arrêté.

ART. 2. — Les produits et marchandises repris à l'annexe 2 du présent arrêté sont assimilés, pour l'application des droits, aux positions tarifaires ci-après.

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié, communiqué et inséré partout où besoin sera.

Lomé, le 21 février 1944.

J. NOUTARY.

ANNEXE N° 1

1. — *Quinine et ses sels et produits synthétiques antimalariques remplaçant la quinine*

(N° 623 de la nomenclature)

Sont classés dans cette position la quinine ainsi que les sels de quinine et les spécialités énumérés ci-des-

sous sous leurs diverses présentations pharmaceutiques :

Bichlorhydrate de quinine;

Bromhydrate basique de quinine (ou monobromhydrate de quinine);

Bromhydrate neutre de quinine;

Carbonate de quinine (aristochine);

Chlorhydrate basique de quinine (ou monochlorhydrate de quinine);

Chlorhydrate neutre de quinine;

Ethylcarbonate de quinine;

Eumiquinine;

Formiate basique de quinine;

Hydrate de quinine;

Quimby (iodure double de bismuth et quinine ou iodobismuthate de quinine);

Quiniforme nouveau;

Quinimax;

Sulfate basique de quinine (sulfate de quinine officinal);

Sulfate neutre de quinine;

Tannate de quinine.

Suivent le même régime que les sels de quinine, les produits synthétiques antimalariques suivants présentés sous forme de comprimés ou d'ampoules : préaquine, prémaline, quinacrine, radopréquine, rodoquine.

II. — Engrais chimiques

(Nos 627 a à 627 d de la nomenclature)

Au point de vue tarifaire les engrais chimiques sont classés en quatre groupes :

627 a. — Engrais phosphatés

Superphosphates :

De chaux, d'ammoniaques, de potasse, d'os, double (c'est-à-dire ceux additionnés d'une matière phosphatée telle que phosphate d'ammoniaque, d'alumine, de potasse, d'os, etc., de manière à augmenter leur teneur en acide phosphoriques).

Phosphates :

Naturels, précipités d'os, précipités minéraux (bicalcique précipité minéral);

Poudre d'os;

Basiphosphates;

Scories de déphosphoration.

627 b. — Engrais potassiques

Chlorure de potassium;

Sylvinite, même contenant du chlorure de sodium;

Sulfate de potasse;

Sels potassiques : sulfocarbonates, sulfure de potassium.

627 c. — Engrais azotés

Sulfate d'ammoniaque;

Crud ammoniac;

Cyanamide calcique;

Ammonitrates;

Nitrates : d'ammoniaque, de soude, de chaux, synthétiques divers, de dolomie, de magnésie agricole;

Résidus de l'épuration du gaz renfermant 25% et plus de sels ammoniacaux.

627 d. — *Autres engrais*

Les autres engrais comprennent :

1^o — *Engrais binaires*

Engrais en mélange ou de synthèse de deux matières premières (engrais potassiques et azotés, engrais potassiques et phosphatés, engrais azotés et phosphatés, etc) tels que : potazote, phosphazoté, nitro-potasse, nitrate de potasse, phosphate de potasse, phosphoguanos, etc.

2^o — *Engrais ternaires*

Engrais en mélange ou de synthèse des trois matières premières (engrais azotés, phosphatés et potassiques) mélanges d'engrais organiques avec des produits chimiques tels que chlorure de potassium, sylvinite, phosphates, etc.

3^o — *Amendements*

Le bénéfice de la franchise sera subordonné à la présentation lors du dépôt des déclarations : 1^o d'un certificat indiquant la composition des engrais; 2^o d'un certificat délivré par le chef du service de l'agriculture du Togo au vu du précédent qui sera visé par lui, et attestant que les produits importés sont réservés uniquement à des besoins agricoles, à l'exclusion de tous autres usages.

En outre, lorsqu'il s'agira des produits tels que nitrate de potasse (ou salpêtre) etc, soumis à des restrictions d'entrées, les importateurs devront se conformer à la réglementation en vigueur sur la matière.

III. — *Produits insecticides et fongicides, exclusivement destinés à l'agriculture*

(N^o 629 de la nomenclature)

Sont classés dans cette position sous les réserves indiquées ci-après :

1^o — Les produits énumérés ci-dessous, utilisés seuls ou comme agents actifs des solutions, bouillies et poudres employées couramment en agriculture pour la lutte contre les insectes et les cryptogames nuisibles aux plantes cultivées ou à leurs produits, soit préventivement ou en traitement direct, soit pour la protection des semences et récoltes, soit pour la désinfection phytopathologique :

Arséniates ou arsénites, simples ou composés, de plomb, de soude, de chaux d'alumine, de cuivre, fluosilicates de soude, de baryte ou de baryum;

Soufre, sous ses diverses formes;

Sulfate et acétate de cuivre, poudres cupriques (bouillie cuprique, bouillie bordelaise, etc.);

Nicotine et ses sels (sulfates, etc.);

Cyanures métalliques;

Paradichlorobenzène;

Sulfure de carbone;

Tétrachlorure de carbone;

Sulfuroi;

Eosol;

Primosine;

Parasitu;

Chenillol;

Arsolinate;

Pharaol;

Soufre nicotine ou parasitu;

Termosine;

Sulfure de baryum;

Pastilles fumigantes;

Shell blanchol;

Sulfate de fer.

2^o — Les spécialités anticryptogamiques, insecticides ou herbicides spécifiquement destinées à un emploi agricole (lutte contre les insectes, les herbes et les cryptogames nuisibles aux plantes cultivées ou à leurs produits et à l'exclusion des parasitocides tels que fly-tox ou similaires, mort-aux-rats, poudres à vermines, cattle-dip ou autres produits utilisés pour les animaux et pour l'entretien et l'hygiène des habitations.

*

* *

Tout produit, présenté sous la dénomination d'insecticide ou anticryptogamique agricole, qui ne sera pas dénommé dans la première catégorie ou qui fera l'objet d'une contestation dans la seconde ne pourra bénéficier des avantages de cette position qu'après avis favorable des services compétents de la direction générale des services économiques du Gouvernement général.

Par ailleurs, le bénéfice de ce classement restera, dans tous les cas, subordonné à la présentation, lors du dépôt des déclarations, d'un certificat délivré par le chef du service de l'agriculture du Togo, attestant que les produits importés sont réservés uniquement à des besoins agricoles, à l'exclusion de tous autres usages.

IV. — *Machines pour l'agriculture*

(Nos 987 à 994 de la nomenclature)

Sont considérés comme machines pour l'agriculture les machines et instruments ci-après :

987. — Ecrémeuses et appareils centrifuges similaires;

Les plaques d'assise, supports, etc. sont considérés comme faisant partie intégrante de ces machines lorsqu'ils sont importés en même temps qu'elles;

988 — Charrues de toutes sortes;

989. — Faucheuses, moissonneuses, moissonneuses lieuses, moissonneuses faucheuses (faucheuses moissonneuses);

990. — Herses;

991. — Houes à cheval;

992. — Décortiqueuses d'arachides, de ricin, de karité, batteuses décortiqueuses à riz, décortiqueurs et décortiqueuses déparchemineuses à café;

993. — Défibreuse à sisal;

994. — Autres machines pour l'agriculture.

Sont classées dans cette position les machines non reprises aux nos 987 à 993 inclus dont la liste limitative est donnée ci-dessous :

Appareils fumigènes pour la lutte anti-acridienne;

Appareils spéciaux destinés au traitement du café;

Catadors ou séparateurs à vent; centrifugeurs pour drainage, classificateurs; cribles-diviseurs, dépulpeurs, déparchemineuses; déparchemineurs-polisseurs, dépulpeurs-repasseurs; diviseurs, épierreurs, laveurs, séparateurs de fèves; séchoirs, séparateurs de pulpes; trieurs, trieurs-diviseurs.

Batteuses, nineuses, blutoirs pour le nettoyage et le calibrage des graines oléagineuses, brise-mottes; concasseurs à amandes de palme (cette disposition ne concerne que le petit matériel portatif destiné à la production villageoise ou familiale et qui ne possède pas, de ce fait, un caractère industriel); coupe-racines, délinteuses, distributeurs d'engrais; égreneuses et nettoyeuses de kapock et de coton; enfumoirs et fumigateurs pour abeilles; extirpateurs, faneuses; hache-brindilles (appareils à couper l'herbe et les brindilles en menus morceaux pour la nourriture du bétail); hache-paille, hache-navets; haché-maïs; pelles à cheval; presses à fourrages, presses à balles pour le conditionnement des produits, cuiseurs, malaxeurs, réchauffeurs, dépulpeurs à fruits de palme, râdeaux mécaniques; ratisseurs mécaniques; rouleaux destinés à l'émottage des terres; scarificateurs, semoirs, séparateurs de padis; tarares, tarares ventilateurs, tondeuses mécaniques pour le bétail, trieurs; tamis à secousses pour semences.

Conformément à la règle générale des machines et mécaniques ne sont classés comme machines agricoles que les appareils complets, c'est-à-dire les appareils pourvus de tous les organes essentiels à leur fonctionnement.

Toute machine incomplète est passible du droit des pièces détachées.

Les pièces dites de transformation pour machines agricoles, c'est-à-dire celles qui permettent d'utiliser un appareil à toutes les fins pour lesquelles il a été construit (p. ex. pièces qui servent à transformer une faucheuse en moissonneuse, jeux de roues à godets qui permettent d'employer un semoir pour des semences de dimensions différentes et à divers degrés de vitesse, etc.) sont admises au même régime que les appareils auxquels elles sont destinées lorsqu'elles

sont importées en même temps que ceux-ci. Dans le cas contraire, elles suivent leur régime propre.

Cette disposition ne s'applique pas aux pièces de rechange.

Les roues et trains de roues ainsi que les brancards, flèches ou timons des machines et instruments aratoires qui servent à la culture sont considérés comme faisant partie intégrante des appareils lorsqu'ils sont importés en même temps qu'eux. Importés isolément ils sont toujours soumis à leurs droits propres.

V. — Instruments agricoles

(Nos 1046 a à 1046 d de la nomenclature)

Sont considérés comme instruments agricoles les outils ci-après :

1046 a. — Bêches, binettes, houes, serfouettes;

1046 b. — Faux et faucilles;

1046 c. — Fourches et râdeaux;

1046 d. — Autres : hilaires, échenilloirs.

Le régime applicable aux instruments agricoles est le même que ces outils soient en métal ou en d'autres matières, emmanchés ou non.

Les manches de rechanges ou les manches importés isolément sont soumis à leurs droits propres.

VI. — Pièces détachées d'aéronefs exemptes de droits

(No 1303 de la nomenclature)

Sont classées dans cette position les pièces détachées d'aéronefs suivantes :

Ailes ou élément d'aile (aileron, longeron, mât);

Fuselage ou élément, plan fixe horizontal, gouvernail de profondeur (stabilisateur), plan fixe vertical (dérive); gouvernail de direction, train d'atterrissage; bâti-moteur complet; ballonnets, nageoires, flotteurs;

Moteur complet; cylindre complet; réducteur complet pour moteur; carburateur complet; réservoir d'essence ou d'huile, radiateur, démarreur complet;

Chariot complet pour hydravion;

Hélice ou élément (moyeu, pales);

Compte-tours enregistreurs, thermomètres à distance (huile et eau); manomètres à essence (huile et air);

Jaugeur (essence et huile); compteur à essence (contrôleur de consommation); contrôleur de vol; clinmètre, directionnel; horizon artificiel; gyrohorizon; indicateur de vitesse; altimètre;

Barographes; indicateur de virage; taximètre, variomètre;

Potentiomètre indicateur de position de flap et d'aileron;

Roues, pneumatiques et chambres à air, amortisseurs;

Volant et manche de pilotage.

Les importations de pièces détachées d'aéronefs exemptes de droits ne peuvent être effectuées que par les bureaux ouverts à toutes les opérations d'importation.

Annexe n° II

TABLEAU DES ASSIMILATIONS

NUMÉRO d'ordre	DÉSIGNATION DES PRODUITS	ASSIMILATIONS TARIFAIRES	NUMÉRO DE LA NOMENCLATURE
	<i>Jus de viandes :</i>		
1	En boîtes ou autres récipients hermétiquement clos . . .	Conserves de viandes en boîtes	26 à 29
2	Autres	Produits non dénommés	32
3	Lait pulvérisé (lait desséché en poudre)	Lait concentré solide sans sucre ou avec sucre	89 à 91-119 à 121
4	Olives conservées en fûts ou en cuveaux, consommables en l'état	Fruits de table ou autres conservés au naturel, à l'état entier ou non sans sucre ni sirop	177
5	Fruits de l'acajou dits aussi « mirobolans » ou prunes d'Amérique	Graines et fruits oléagineux autres	200
6	Graines de gonakié (sans leurs gousses)	Graines et fruits oléagineux autres	200
7	Noix de colas séchées, desséchées ou « brûlées » entières, en morceaux ou en poudre	Fruits et graines : noix de colas desséchées	170 b
8	Substances alimentaires composées de fruits et présentées sous forme de poudres ou de pâtes simplement séchées en masses ou nappes	Fruits de table ou autres conservés au naturel, à l'état non entier sans sucre ni sirop	175 178 179
	<i>Biscuits sans cacao, beurre de cacao ou chocolat con- tenant :</i>		
9	50% et plus de sucre	Confiserie au sucre, autres	211
10	Moins de 50% de sucre	Produits non dénommés	239
11	Jus de palmier ou de cocotier (jagré)	Sucres autres	207
	<i>Jus de réglisse :</i>		
12	Non sucré ni additionné de miel	Produits non dénommés	290
13	Sucré ou additionné de miel y compris les objets en jus de réglisse sucré	Bonbons autres	211
14	Jus (ou sauce) de tabac (prais) additionné à d'autres substances	Tabacs fabriqués autres	238
	<i>Sucres de canne ou de betteraves :</i>		
15	Agglomérés en lingots, morceaux, pains, boules, globules, plaques, tablettes, etc. quel qu'en soit le titrage	Sucres raffinés et assimilés	204 à 207
	<i>Bruts :</i>		
16	Agglomérés	Voir ci-dessus	204 à 207
17	En poudre	Sucres raffinés et assimilés	204 à 207
18	Candis	Sucres raffinés et assimilés	204 à 207
19	En grains, petits cristaux mais non agglomérés	Sucres raffinés et assimilés	204 à 207
20	Granulés (agglomérés ou raffinés) quel qu'en soit le titrage	Sucres raffinés et assimilés	204 à 207
	<i>En poudre (poudres blanches ou autres) :</i>		
21	Bruts, c'est-à-dire n'ayant subi aucune opération de raffinage	Sucres autres	207
22	Raffinés	Sucres raffinés	204 à 207
23	Dit sucre plaque ou mélados (sucre de basse qualité)	Sucres autres	207
	<i>Raffinés :</i>		
24	Candis	Sucres raffinés	204 à 207
25	Autres que candis	Sucres raffinés	204 à 207
	<i>Vergoises :</i>		
26	Titrant 98% et moins après déduction des cendres	Sucres autres	207
27	Titrant plus de 98% après déduction des cendres	Sucres raffinés	204 à 207
28	Dissolution de basse qualité	Sirops	209
29	Vanillé (imprégné de parfum de vanille par simple contact avec celle-ci)	Confiserie au sucre	211
30	Vanilliné (sucre additionné de vanilline)	Confiserie au sucre	211
31	Sucré de bouleau, de datte, d'érable à sucre, de maïs, de palmier, de sorgho et d'autres végétaux	Régime des sucres de canne et de betteraves	voir ci-dessus
32	Sucres cuits ou objets tels que pipes, cigares, pistolets, etc., en sucre	Bonbons	211
33	Sucres de féculé	Sirops	209
34	Sucres de fruits	Sirops	209
35	Sucres de houille (saccharine)	Produits non dénommés	619

NUMERO DE LA NOMENCLATURE	ASSIMILATIONS TARIFAIRES	DÉSIGNATION DES PRODUITS	NUMERO DE LA NOMENCLATURE
209	Sirops	Sucres intervertis	36
211	Bonbons	Sucres d'orge	37
211	Bonbons	Sucres de pommes	38
211	Bonbons	Sucres tors (pâte à berlingot)	39
220	Farines lactées et produits non dénommés	Farines lactées	40
230	Poivres	Kary (poudre ou poivre de)	41
225	Produits non dénommés et cacao broyé	Substances alimentaires sans sucre composées de cacao avec ou sans mélange de fécule, de farine ou de bananes	42
227	Chocolat	Substances alimentaires composées de cacao, de sucre avec ou sans mélange de fécule	43
211	Confiserie au sucre	Pastilles de cachou pour confiseurs, pharmaciens, fumeurs, etc.	44
230	Poivres	Graines dites : meniguette, méliguette, maniguette ou graines de paradis	45
211	Bonbons	Gommes d'Europe et exotiques mélangées de sucre	46
221	Produits non dénommés (pâtes de fruits)	Substances alimentaires composées de fruits et présentées sous forme de poudres ou de pâtes simplement séchées en masses ou en nappes contenant du sucre et du miel	47
278 b	Produits non dénommés (résineux exotiques)	Encens proprement dit ou oliban (purifié ou non)	48
278 a	Résine et autres produits résineux	Encens commun de village (nom donné quelquefois à la résine de pin)	49
292	Espèces médicinales (feuilles)	Feuilles de séné entières ou pulvérisées	50
341	Autres fruits, tiges et filaments à ouvrir	Noix de corozo (ou ivoire végétal) même débitées en plaquettes, non polies ni travaillées	51
346	Autres plantes tinctoriales et tannantes	Gousses de gonakié, avec ou sans graines, entières ou pulvérisées	52
346	Autres plantes tinctoriales et tannantes	Graines de gonakié (avec leurs gousses)	53
350 à 353	Légumes salés, confits ou autrement conservés	<i>Jus de légumes :</i>	
350 à 353	Légumes salés, confits ou autrement conservés	Naturels ou concentrés, même salés	54
209	Sirops	Sucrés concentrés ou non à moins de 100 grammes de sucre par litre	55
369 a	Autres produits végétaux (légumes desséchés)	Sucrés concentrés ou non (à 100 grammes et plus de sucre par litre)	56
371-372	Vins ordinaires provenant exclusivement de la fermentation du raisin frais	Souchet comestible (tubercules de)	57
370 a	Moûts de vendanges	Vins ordinaires contenant plus de 18 grammes de sucre par litre et titrant 15° et au-dessous	58
370 a	Jus de raisin frais non fermenté	<i>Jus de fruits ou de baies — De raisins frais :</i>	
370 a	Jus de raisin frais partiellement fermenté	Simplement écrasés (moûts de vendange)	59
377-378	Mistelles	Non fermenté	60
370 b	Jus de fruits autres	Fermenté (jusqu'à 6° d'alcool acquis)	61
629	Produits non dénommés (acide citrique)	Fermenté et muté à l'alcool	62
370 b	Produits non dénommés	De raisins secs	63
387	Boissons de raisins secs, etc.	D'autres fruits ou de baies (airelles, ananas, acerolles, bleuets, caléasses, caribes, citrons et variétés, coings, dattes, figues, framboises, grenades, groseilles, mandarines et variétés, myrtilles, poires et pommes et variétés, pamplemousses, prunes, raisins de bois, sorbes, etc.)	65
370 b	Produits non dénommés	Non fermentés sans alcool, ni sucre cristallisable, concentrés ou non	66
397	Régime des liqueurs	Fermentés titrant 1° d'alcool et plus	67
397	Régime des boissons de raisins secs ou des liqueurs	Alcoolisés avec ou sans sucre	68
172 à 175	Régime des fruits conservés au naturel à l'état entier ou non sans alcool dans un liquide sucré ou sans sirop ni sucre selon le cas	Sucré (sans alcool) concentrés ou non	69
178			70
179			71
209	Sirops		72
			73

NUMÉRO d'ordre	DÉSIGNATION DES PRODUITS	ASSIMILATIONS TARIFAIRES	NUMÉRO DE LA NOMENCLATURE
74	Ciment blanc	Produits non dénommés (ciment coloré) . . .	432
75	Bitumes et asphaltes dissous dans l'essence minérale ou tout autre solvant de vernis	Bitumes naturels mélangés d'essence minérale avec ou sans résine	443
76	Coke de goudron, de houille et coke ordinaire, en morceaux, concassé ou pulvérisé (1)	Houilles	439
77	Coke de pétrole, en blocs ou en grains (1)	Brais mous et huiles lourdes et résidus de pétrole et d'autres huiles minérales, autres	451
78	Anthracite	Houilles	438
79	Lignite	Houilles	438
80	Jus de poissons ou de végétaux, épicés pour assaisonnements	Produits non dénommés (épices, préparées, autres)	664
81	Savon sunlight, genre sunlight ou analogues	Savons autres que de parfumerie	661 a
82	Pastilles Valda	Médicaments composés non alcooliques	669 b
83	Quinium Labaraque	Médicaments composés alcooliques	699 a
84	Ouate ou laine de verre	Produits non dénommés	731
85	Fils artificiels fabriqués avec des fibres de bois et autres, à l'exclusion de toute matière contenant de la soie et présentant une certaine ressemblance avec les fils de coton	Produits non dénommés	764
86	Tissus de ramie noyé dans le bitume, ce dernier représentant au moins 4/5 du poids total	Tissus de ramie : toiles à voiles, toiles à tentes et similaires, bâches et prélaris, etc.	885 b et 885 a
87	Articles formés d'un tissu de fibres végétales, d'écorce ou de pailles, doublé d'un tissu de coton	Droits des tissus de coton unis, selon l'espèce	795 à 800
88	Rubans encrés, dits rubans encruteurs, pour machines à écrire, à calculer et usages analogues, en tissus de toutes sortes	Produits non dénommés	821
89	Tresses de coton huilées ou suifées	Produits non dénommés	828
	<i>Manchons à incandescence non préparés :</i>		
90	A chaîne et à trame	Régime des tissus correspondant majorés s'il y a lieu de la surtaxe de confection	Divers
91	A mailles de bonneterie	Régime de la bonneterie selon l'espèce	Divers
92	Imprégnés de solution de sels de certains métaux (cérium, thorium, etc.), calcinés ou non, collodionnés ou non	Produits non dénommés	1432
93	Tissu de jute noyé dans le bitume, ce dernier représentant au moins les 4/5 du poids total	Tissu de jute : tissus grossiers et d'emballage	793
94	Coupe-coupe	Produits non dénommés	1047 b
95	Pelle	Produits non dénommés	1047 a
96	Pioche	Produits non dénommés	1047 a
97	Serpe	Produits non dénommés	1047 b
	<i>Articles de ménage :</i>		
98	Articles de ménage en fer, en acier ou en tôle	Articles de ménage en fer, en acier ou tôle	1112
99	Vernissés sans décor ni impression par décalcomanie ou autrement	Vernissés	1109
100	En fer blanc nu, émaillés unis même dégradés, granités, marbrés, cuivrés, étamés, peints, étamés vernissés, émaillés, décorés : sans or ou autre métal ni impression avec décalcomanie ou autrement	Etamés, émaillés, cuivrés	1110
101	Emaillés décorés avec ou sans or; imprimés en une, deux ou plusieurs couleurs; marbrés ou granités avec or	Décorés	1111
102	Manivelles pour automobiles	Produits non dénommés	1297
103	Encens en tiges, bâtons ou autres formes, en paquets	Produits non dénommés (bimbeloterie)	1418
104	Allumeurs électriques		
	<i>Allumeurs mécaniques ou automatiques pour le gaz, l'acétylène et autres en toutes matières :</i>		
105	Au ferrocérium ou matières similaires (2) fixés ou non sur lampe, lanterne, etc. (3)	Régime des allumeurs mécaniques ou automatiques de poches ou autres et des pièces détachées desdits appareils	1424
106	A marteau et amorces (2)		
107	A mousse de platine		
108	Pièces détachées		

(1) Le coke pourvu d'un emballage acquitte la statistique au colis, les emballages suivant leur régime propre.

(2) Amorces et ferrocérium à taxer dans tous les cas à leur régime propre.

(3) Appareils à taxer séparément.

Chambre de commerce**ARRETE N° 4 F. du 5 janvier 1944.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉOION D'HONNEUR,
CHARGÉ DES AFFAIRES COURANTES,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu l'arrêté du 20 juin 1922 établissant une taxe au profit de la chambre de commerce du Togo sur le tonnage importé et exporté, ensemble tous les actes qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté n° 368 du 16 juillet 1941 modifiant les taux de la taxe perçue au profit de la chambre de commerce;

Vu le T. O. n° 489/SEP. en date du 27 octobre 1943 du gouverneur général de l'A. O. F.;

Vu le décret du 20 décembre 1943 déterminant, en matière fiscale, les attributions du commissaire de la République au Togo;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation du haut-commissaire de la République;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux de la taxe sur les marchandises importées et exportées perçue au profit de la chambre de commerce sont fixés à nouveau comme suit :

1° — Importation

Toutes marchandises importées 1 fr. par 100 kgs.

2° — Exportation

Tous produits d'exportation à l'exception des produits ci-après dénommés . . . 1 fr., — par 100 kgs.

Coprah, graines de ricin et palmistes 1 fr.,50 par 100 kgs.

Café, cacao, caoutchouc . . . 2 fr., — par 100 kgs.

Huile de palme, coton, kapok, tapioca 2 fr.,50 par 100 kgs.

ART. 2. — Le présent arrêté, qui aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1944, ne sera applicable qu'aux produits de la récolte 1943-1944, et sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 janvier 1944.

H. GAUDILLOT.

Approbation notifiée par câblogramme n° 68/FI. du 23 février 1944 du gouverneur général haut-commissaire.

Indemnités**ARRETE N° 68 F. du 5 février 1944.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant réglementation sur les soldes et les accessoires du personnel colonial notamment en son article 90 bis et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 27 septembre 1943 relatif à la solde et aux allocations accessoires des fonctionnaires et agents en service en A. O. F. et au Togo;

Vu l'arrêté du 6 mars 1943 sur la solde rendu applicable par arrêté n° 316 du 31 mai 1943;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation par le commissaire aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les indemnités professionnelles prévues par l'article 98 du décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde des cadres coloniaux et susceptibles d'être allouées aux fonctionnaires et agents de l'administration servant dans le territoire du Togo sont limitativement indiquées ci-après :

a) Parts d'amendes ou de saisies attribuées au personnel des services fiscaux chargé du recouvrement des impôts ou droits indirects, au personnel des eaux et forêts chargé de relever les infractions à la réglementation forestière, au personnel du service du contrôle des prix, du service des fraudes et du service de la police;

b) indemnités allouées pour l'entretien d'un véhicule personnel ou d'une monture utilisée pour le service;

c) primes pour connaissances spéciales;

d) indemnités professionnelles des services ou exploitations à caractère industriel savoir :

indemnité pour travail normal de nuit,

indemnité de trafic télégraphique,

prime de contrôle des perceptions,

prime de rendement des mécaniciens, chauffeurs, ou conducteurs chargés de la conduite d'un engin mécanique, des surveillants ouvriers ou manoeuvres d'un chantier,

prime de pilotage,

indemnité de plongée des scaphandriers,

indemnités des linotypistes et des clichés,

gratifications;

e) indemnité de première mise d'équipement, indemnités représentatives d'habillement ou d'alimentation.

ART. 2. — Sous les réserves exprimées aux articles 98 et 99 du décret du 2 mars 1910 précité, les conditions d'application et le taux de ces indemnités professionnelles sont fixés par les annexes du présent arrêté.

ART. 3. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent arrêté et notamment celles contenues dans l'arrêté du 6 mars 1943, rendu applicable au territoire par arrêté du 31 mai 1943.

ART. 4. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 1944, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 5 février 1944.

*Pour le commissaire de la République au Togo,
l'inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

H. GAUDILLOT.

Rendu provisoirement exécutoire (cf. câblogramme n° 60 F./2 du 18 février 1944 du gouverneur général haut-commissaire).

ANNEXE à l'arrêté n° 68 F. du 5 février 1944 fixant les indemnités ou allocations professionnelles allouées au personnel en service au Togo.

**A. — Parts d'amendes ou de saisies.
(Bénéficiaires)**

1^o — Personnel du service des douanes

Ce personnel est régi en la matière par les textes spéciaux qui lui sont applicables.

2^o — Personnel des services suivants :

Service des eaux et forêts,
Service de la répression des fraudes,
Service du contrôle des prix et stocks.

Pour le personnel de ces services le mode de répartition et les règles d'attribution sont fixés comme suit :

Répartition. — La répartition est faite par le commissaire de la République sur les propositions des chefs de services intéressés conformément aux règles ci-après :

30% du montant des amendes, transactions ou saisies sont partagés entre le personnel du service et les tiers ayant aidé à la découverte de la fraude.

Le reste revient au budget local.

La part du budget local s'accroît de la part du personnel ou des tiers lorsqu'il n'y aura pas attribution de primes.

Règles d'attribution

a) Le produit des amendes et des saisies ou confiscations doit supporter avant tout partage, le prélèvement des droits, taxes ou frais dont sont passibles les contrevenants. La répartition ne peut avoir lieu que lorsque les transactions ont été approuvées par les autorités compétentes ou que les jugements de condamnation ont acquis force de chose jugée et lorsque le produit de la vente des objets confisqués a été encaissé. La répartition est opérée au vu d'un état récapitulatif des amendes, saisies ou confiscations portant pour chaque versement effectué au trésor le numéro du récépissé du comptable.

Cet état est certifié exact par le chef de service et le comptable du trésor.

Le personnel qui a saisi ou verbalisé reçoit 20% du reliquat, les indicateurs qui, le cas échéant, ont aidé à la découverte de la fraude 40%.

Le personnel n'a droit à aucune part lorsque la découverte de la fraude est due à une indication précise ou à des instructions spéciales des chefs ou de l'administration.

b) Les indicateurs ne sont pas admis au partage s'ils sont reconnus avoir été instigateurs ou complices de la fraude ou de la contrebande. Il en est de même pour le personnel du service contre lequel des négligences ou des fautes de services auront été relevées à l'occasion de la saisie.

c) Les sommes revenant à chacun des ayants-droit à la répartition ne peuvent, pour une même affaire être supérieures à 5.000 francs pour le personnel et à 20.000 francs pour les indicateurs.

De plus, le total des parts d'amendes ou de saisies allouées au personnel ne pourra, pour l'année entière, excéder le quart de la solde de présence majorée du supplément colonial ou de l'indemnité de dépaysement.

3^o — Personnel du service de la police

Le personnel du service de la police qui participe aux opérations des services mentionnés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, ouvrant le droit aux parts d'amendes et de saisies participe aux répartitions dans les mêmes conditions que les agents de ces services.

B. — Indemnité d'entretien d'un véhicule ou d'une monture.

1^o — INDEMNITÉ D'ENTRETIEN D'UN VÉHICULE

Bénéficiaires

L'autorisation de faire usage d'un véhicule personnel est donnée par décision du commissaire de la République. Elle est limitée, en ce qui concerne les automobiles, aux emplois dont les titulaires ne peuvent user, du fait des circonstances, de voitures administratives du service.

Taux mensuel

Véhicule automobile	510 frs.
Motocyclette	360 —
Véhicule hippomobile	300 —
Bicyclette	60 —

2^o — INDEMNITÉ DE MONTURE

Bénéficiaires

Gardes de cercle, gardes auxiliaires utilisant leur monture personnelle :

Taux et mode d'allocation fixés par décision du commissaire de la République.

C. — Primes pour connaissances spéciales.

Objet. — Rémunérer les connaissances nécessaires pour certains emplois ou travaux.

Bénéficiaires

a) Personnel des administrateurs et des services civils, fonctionnaires titulaires d'un diplôme de langues indigènes ou de langues orientales en usage en A.O.F. ou au Togo, obtenu dans les conditions fixées par le décret du 8 décembre 1938.

b) Personnel du service des transmissions, titulaires du brevet technique de vérificateur des P. T. T., fonctionnaires chargés :

de la manœuvre d'appareils télégraphiques ou du-plexes, de l'entretien d'installations automatiques ou d'installations de mesures perfectionnées,

fonctionnaires spécialistes de la protection radioélectrique,

personnel employé dans un laboratoire de central radio,

personnel chargé de liaison internationale, sous-chefs de stations radioélectriques ayant satisfait à l'examen de chef de station.

Taux

Les taux sont les suivants :

a) Titulaire d'un diplôme ou d'un brevet de langue indigène : Taux prévus par l'arrêté général du 16 août 1939 et les textes qui l'ont modifié.

b) Autres cas : 200 frs. par mois

L'indemnité est attribuée par décision de l'ordonnateur sur proposition du chef de service.

**D. — Indemnités professionnelles
des services ou exploitations
à caractère industriel.**

1) — INDEMNITÉ POUR TRAVAIL NORMAL DE NUIT

Objet. — Cette indemnité a pour but de rémunérer la fatigue supplémentaire qu'entraîne le travail de nuit lorsque les nécessités du service normal exigent qu'il s'exécute de nuit en tout ou partie.

Bénéficiaires. — Tout le personnel administratif astreint à travailler couramment de nuit, d'une façon active, a droit à l'indemnité à l'exclusion par conséquent du personnel de garde ou de surveillance de nuit.

Taux. — Les taux de cette indemnité sont les suivants :

1^{re} — *Taux forfaitaires* — 5% ou 10% de la solde de présence majorée du supplément colonial ou de l'indemnité de dépaysement.

2^o — *Taux horaire* — 1/600^e de la solde de présence mensuelle majorée du supplément colonial ou de l'indemnité de dépaysement selon le cas.

Attribution. — L'indemnité est attribuée par décision de l'ordonnateur sur la proposition du chef de service pour les fonctionnaires ci-après énumérés et d'après les taux suivants :

I. — TAUX FORFAITAIRE

a) *au taux de 10% de la solde de présence mensuelle et du supplément colonial*

Service météorologique

Personnel européen de la station de Lomé.

b) *au taux de 5% de la solde de présence mensuelle grossie du supplément colonial ou de l'indemnité de dépaysement s'il y a lieu*

Service météorologique

Personnel européen des stations de sondage autres que celles énumérées ci-dessus — Employés et téléphonistes de la station de Lomé en service de nuit.

II. — TAUX HORAIRE

1/600^e de la solde mensuelle grossie du supplément colonial ou de l'indemnité de dépaysement s'il y a lieu

Service des transmissions

Personnel des centraux télégraphiques et téléphoniques — Personnel de la station radioélectrique de Lomé — Personnel chargé du tri et de la distribution du courrier — Personnel des services techniques et radioélectriques.

2) INDEMNITÉ DE TRAFIC TÉLÉGRAPHIQUE

Objet. — Cette indemnité a pour but de rémunérer d'une façon particulière les heures supplémentaires effectuées pour assurer le trafic télégraphique dans le plus bref délai tout en donnant la garantie que les télégrammes seront transmis avec soin.

Elle est attribuée au personnel chargé de la transmission des télégrammes par décision de l'ordonnateur sur proposition du chef de service.

Les taux seront les suivants :

0 fr.,20 par télégramme ordinaire reçu ou transmis correctement,

0 fr.,10 pour les télégrammes en transit.

3) — PRIMES DE CONTRÔLE DES PERCEPTIONS

Objet. — Cette indemnité a pour but de rémunérer le soin apporté dans le contrôle de la perception des recettes.

Elle est attribuée au personnel subalterne chargé du contrôle des recettes d'une exploitation ou d'un service à caractère industriel, par décision de l'ordonnateur sur la proposition du chef de service au vu du relevé des perceptions supplémentaires effectuées par l'agent de contrôle.

Le taux est fixé à 2% de ces perceptions supplémentaires avec un minimum fr. 0,25 par perception et maximum 210 frs. par mois.

4) — PRIMES DE RENDEMENT

Ces primes ont pour but d'inciter les mécaniciens, chauffeurs ou conducteurs d'un engin mécanique à entretenir avec soins leurs machines et à réaliser des économies de combustibles et de lubrifiants tout en respectant les horaires ou le rendement horaire, elle peut également être attribuée pour récompenser des surveillants, ouvriers ou manœuvres d'un chantier dans le but d'accroître le rendement de leur chantier.

Les modalités d'octroi des primes sont fixées par décisions du chef du service approuvées par le commissaire de la République.

La prime dont le montant mensuel ne pourra pas dépasser 500 francs est attribuée par décision de l'ordonnateur du budget auquel incombe la dépense sur la proposition du chef de service avec état mensuel à l'appui.

L'attribution des primes de rendement exclut celles des gratifications.

5) — PRIME DE PILOTAGE

Objet. — Cette indemnité a pour but d'inciter les pilotes à assurer dans les délais les plus courts l'entrée des navires au port.

Elle est allouée par décision de l'ordonnateur sur la proposition du chef de service et le relevé des mouvements des bateaux.

Le taux est fixé comme suit :

50 frs. par mouvement de jour,

100 frs. par mouvement de nuit.

6) — PRIME DE PLONGÉE DE SCAPHANDRIERS

Cette indemnité a pour but de rémunérer le travail spécial de scaphandrier lorsqu'il est assuré par un personnel dont ce n'est pas le travail courant.

Elle est allouée par décision de l'ordonnateur sur la proposition du chef de service et production d'un relevé des heures de plongée.

Le taux horaire de l'indemnité est fixé à 50 francs.

7) — PRIME DE CLICHEURS ET DE LINOTYPISTES

Cette indemnité a pour but de dédommager les ouvriers imprimeurs des dépenses auxquelles ils sont astreints pour éviter les effets du saturnisme.

Elle est attribuée par l'ordonnateur sur le vu de l'état de solde présenté par le chef de service.

Le taux est fixé à 7 francs par jour.

8) — GRATIFICATIONS

Cette indemnité variable jusqu'au 1/15^e de la solde de présence majorée, suivant le cas, du supplément colonial ou de l'indemnité de dépaysement, a pour

but de récompenser le zèle apporté dans l'exécution du service au cours de l'année par le personnel particulièrement méritant.

Elle est par conséquent attribuée exclusivement au personnel ci-après des services ou exploitations à caractère industriel.

Le nombre des bénéficiaires ne pourra être pour un service au cours d'une année jamais supérieur à la moitié de personnel susceptible de recevoir cette indemnité.

Les emplois dont les titulaires peuvent bénéficier de cette indemnité sont les suivants :

Personnel des transports

a) Chef de secteur de transports, chef de section, de dépôt, d'atelier, de garage, d'usine;

b) Chef et s/chef de gare, chef de district, mécanicien et ouvrier d'art en service actif dans une exploitation industrielle;

c) Autres emplois d'exécution actifs dans une exploitation industrielle (maître de phare, agent de wharf, transitaire, surveillant, collecteur de taxes, contrôleur de trains, de service automobile ou de navigation, etc...)

d) Personnel divers (à l'exclusion des chefs des unités constituées) participant à l'étude ou à l'exécution des travaux entrepris pour le compte de l'administration, sur proposition particulière et motivée du chef de service et décision, selon le cas, du commissaire de la République au Togo pour les services placés directement sous son autorité;

e) Tous les emplois, à l'exclusion des emplois sédentaires, des services actifs des exploitations industrielles confiés normalement au personnel indigène.

E. — Indemnités d'équipement et d'habillement, habillement ou alimentation à titre gratuit, avantages en nature.

Ces indemnités ou avantages restent tels qu'ils ont été fixés par les textes antérieurs au 16 juin 1940.

ARRETE n° 69 F. du 5 février 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant réglementation sur les soldes et les accessoires du personnel colonial notamment en son article 90 bis et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 27 septembre 1943 relatifs à la solde et aux allocations accessoires des fonctionnaires et agents en service en A. O. F. et au Togo;

Vu l'arrêté du 6 mars 1943 sur la solde, rendu applicable par arrêté n° 316 du 31 mai 1943;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation par le commissaire aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour les fonctionnaires et agents rétribués sur les budgets s'exécutant au Togo, les indemnités de responsabilité prévues aux articles 96 et 97 du décret du 2 mars 1910 sur la solde et les allocations accessoires des cadres coloniaux, sont attribuées dans les conditions définies par le présent arrêté.

ART. 2. — L'indemnité est attribuée :

A. — Sur une décision du commissaire de la République au Togo,

aux agents spéciaux et aux comptables en deniers autres que les agents du trésor suivant les taux ci-après.

Ce barème applicable par tranche, à l'ensemble des paiements et des encaissements en numéraire de l'année précédente constatés au livre journal de caisse, à l'exclusion des envois de fonds et des opérations d'écriture.

Tranche inférieure ou égale à 1.000.000 : 1 franc pour mille.

Tranche de 1.000.001 à 10.000.000 : 0,50 pour mille.

Tranche de 10.000.001 à 30.000.000 : 0,05 pour mille avec maximum de 15.000 francs l'an.

B. — Sur un état mensuel des sommes reçues ou versées, déduction faite des opérations d'ordre, certifié par le chef de service et visé par l'ordonnateur délégué ou l'ordonnateur secondaire,

aux agents intermédiaires et aux régisseurs de service régis par économie,

suivant les taux indiqués au paragraphe A avec un maximum annuel de 6.000.

C. — Sur un état des sommes payées ou encaissées journellement (déduction faite des opérations d'ordre) certifié par le chef de service;

1° — aux agents de payement et aux collecteurs de menus droits ou taxes,

suivant le taux de 1 franc pour 1.000 avec un maximum mensuel de 200 francs;

2° — aux employés des postes, des chemins de fer et autres employés d'exploitations industrielles chargés de la perception des recettes, à l'exclusion des comptables,

suivant le taux de 0,2 pour mille, avec un maximum mensuel de 200 francs.

D. — Sur décision du commissaire de la République au Togo,

aux comptables en matière (gérants de magasin ou dépositaire comptable);

suivant les taux ci-après calculés d'après la valeur des approvisionnements en magasin ou matériel en dépôt au 31 décembre de l'année antérieure d'après le compte de gestion ou l'inventaire.

Tranche fr. 0 à 5.000.000 : 0,50 pour mille.

Tranche de 5.000.001 à 10.000.000 : 0,25 pour mille.

Tranche de 10.000.001 et au-dessus : 0,10 pour mille avec maximum de 6.000 francs l'an.

ART. 3. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent arrêté et notamment celles prévues à l'arrêté général du 6 mars 1943 rendu applicable au territoire par arrêté du 31 mai 1943.

ART. 4. — Le présent arrêté qui est applicable à compter du 1^{er} janvier 1944 sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 5 février 1944.

Pour le commissaire de la République au Togo,
l'inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,

H. GAUDILLOT.

Rendu provisoirement exécutoire (cf. câblogramme n° 60 F. 2 du 18 février 1944 du gouverneur général, haut-commissaire).

ARRETE n° 70 F. du 5 février 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires du personnel colonial notamment en son article 90 bis et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 27 septembre 1943 relatif à la solde et aux allocations accessoires des fonctionnaires et agents en service en A. O. F.;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve de l'approbation par le commissaire aux colonies;

ARRETE :

Dispositions générales

ARTICLE PREMIER. — La réglementation générale des indemnités pour travaux et heures supplémentaires est fixée conformément aux dispositions suivantes.

ART. 2. — La prolongation de la durée du travail au delà de celle fixée par les règlements peut donner lieu à l'attribution d'une indemnité pour travaux ou heures supplémentaires dans les conditions définies ci-après.

Cette indemnité est allouée d'après un taux forfaitaire ou d'après un taux horaire.

ART. 3. — La prolongation du travail n'est prise en considération que si elle dépasse une demi-heure pour chaque jour considéré.

Le travail en dehors des heures normales de bureau ou de service ne donne pas droit à l'allocation de l'indemnité s'il est compensé par une réduction de la durée de service pendant les heures normales.

L'octroi d'une indemnité professionnelle rémunérant le travail supplémentaire d'une façon particulière pour tenir compte des nécessités du service, exclut l'attribution d'une indemnité horaire ou forfaitaire.

Indemnité forfaitaire

A. — Bénéficiaires et mode d'attribution

ART. 4. — Peuvent bénéficier de cette indemnité :

1° — Tous les fonctionnaires autres que ceux du service de l'enseignement qui sont chargés de cours administratifs dans un service ou de cours dans un établissement du territoire.

2° — Les fonctionnaires chargés de travaux spéciaux ne rentrant pas dans l'exercice normal de leur fonction.

3° — Le personnel des services ou exploitations à caractère industriel appelé en raison des exigences normales du service à travailler fréquemment en dehors des heures de bureau ou de service.

4° — Le personnel astreint à un service semi-permanent.

La liste des emplois donnant droit à l'indemnité est donnée en annexe au présent arrêté; elle pourra être modifiée sur simple décision du commissaire de la République.

L'indemnité est attribuée par l'ordonnateur du budget auquel est imputée la dépense sur le vu d'un état du chef de service ou de son représentant attestant que l'intéressé occupe un emploi donnant droit à l'indemnité.

B. — Taux

ART. 5. — Les taux mensuels sont fixés comme suit :

a) travail de jour — 1/20^e de la solde de présence majorée s'il y a lieu du supplément colonial ou de l'indemnité de dépaysement avec un maximum de 375 francs par mois.

b) travail de nuit — 1/15^e du traitement déterminé comme il est indiqué au paragraphe précédent quand le travail s'effectue la nuit (de 21 heures à 6 heures).

Maximum 510 francs par mois.

Ce taux est également applicable lorsque le travail supplémentaire est effectué aussi bien de jour que de nuit.

Indemnité horaire

A. — Bénéficiaires

ART. 6. — Cette indemnité peut être attribuée au personnel suivant :

1° — personnel de l'enseignement pour les cours supplémentaires.

2° — personnel de tous les services appelé à travailler sur ordre en dehors des heures de bureau ou de service.

B. — Mode d'attribution

Aucun travail ne peut être effectué en heures supplémentaires sans une autorisation écrite préalable du commissaire de la République ou de l'ordonnateur-délégué.

L'autorisation demandée par les services intéressés spécifie la nature du travail à effectuer et si possible la dépense supplémentaire approximative en découlant et l'indication des agents y participant.

En cas de force majeure ou d'urgence absolue le chef de service prescrit sous sa propre responsabilité la prolongation du travail retribué en heures supplémentaires et adresse immédiatement au commissaire de la République ou à l'ordonnateur-délégué un compte-rendu succinct qui lui est retourné avec l'autorisation nécessaire.

Toutefois le nombre d'heures maxima fixé à l'article 7 pour le service de l'enseignement ne peut être dépassé qu'à titre exceptionnel sur décision du commissaire de la République pour les établissements d'enseignement primaire.

Les décisions ne sont valables que pour trois mois et les demandes de dérogation devront être renouvelées en conséquence.

En cas de réduction du service normal, le nombre des heures supplémentaires est réduit en conséquence.

C. — Taux

ART. 7. — Les taux des indemnités horaires sont fixés comme suit :

1° — Cours supplémentaire dans l'enseignement :

Professeurs agrégés ou assimilés 75
Professeurs licenciés ou assimilés 50

Instituteurs du cadre commun supérieur, local européen ou assimilé;

Dans une école normale ou primaire supérieure, dans une école d'enseignement technique ou dans une classe de 1^{er} ou 2^e cycle d'un établissement d'enseignement secondaire 40

Dans une autre école 25

Instituteur du cadre secondaire ou cadre local indigène :

Dans une école primaire supérieure 15^e
 Dans une autre école 11^e
 Maximum : 2 heures par semaine dans l'enseignement secondaire ou primaire supérieur.

3 heures par semaine dans l'enseignement primaire.
 Moniteurs du cadre local indigène :

Dans une école primaire supérieure 7
 Dans une autre école 5

2^e — Autres travaux supplémentaires :

a) de jour : 1/200^e de la solde de présence mensuelle majorée s'il y a lieu du supplément colonial ou de l'indemnité de dépaysement.

b) de nuit : 1/150^e du traitement calculé comme il est indiqué (21 à 6 heures) au paragraphe précédent.
 Maximum : 25 heures par mois.

Les taux précédents sont réduits de moitié pour les heures supplémentaires effectuées pour tout autre service qu'un service actif, comme par exemple la garde ou la surveillance d'études, de bureaux, etc..

ART. 8. — Les dispositions du présent arrêté qui entre en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1944 annulent toute réglementation antérieure concernant les conditions d'attribution et les tarifs des indemnités pour travaux supplémentaires.

ART. 9. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 février 1944.

*Pour le commissaire de la République au Togo,
 l'inspecteur des affaires administratives,
 chargé de l'expédition des affaires
 courantes et urgentes.*

H. GAUDILLOT.

*Rendu provisoirement exécutoire (cf. câblogramme
 n° 60 F./2 du 18 février 1944 du gouverneur général,
 haut-commissaire).*

ANNEXE à l'arrêté n° 70 F. du 5 février 1944 fixant le mode d'attribution des indemnités pour travaux supplémentaires aux fonctionnaires en service au Togo.

Indemnités forfaitaires pour travaux ou heures supplémentaires

Pourront bénéficier des indemnités forfaitaires pour travaux ou heures supplémentaires dans les conditions prévues par l'arrêté susvisé :

a) au taux de 1/20^e de la solde de présence majorée du supplément colonial ou de l'indemnité de dépaysement (maximum 375 frs. par mois).

Administration générale

Fonctionnaire chargé de la permanence au cabinet du commissaire de la République — secrétaire archiviste du conseil d'administration ou du conseil de contentieux — secrétaire trésorier du fonds commun des sociétés de prévoyance ou d'une société de prévoyance.

Service des transmissions

Employés assurant un service télégraphique — fonctionnaires chargés du courrier — mécanicien chargé de l'ouverture des lignes avant l'heure d'ouverture normale des bureaux — opérateur radioélectricien assurant la protection aérienne.

Service météorologique

Fonctionnaires étrangers au service chargés des observations des stations pluviométriques et climatologiques.

Etranger à l'administration chargé des stations pluviométriques et climatologiques.

Enseignement

Fonctionnaires étrangers au service de l'enseignement chargés de cours administratifs dans une école — maîtres assistants d'éducation générale, instituteurs et moniteurs chargés d'éducation physique.

Travaux publics

Personnel des usines et ateliers lorsqu'il exécute des travaux ou heures supplémentaires de façon courante — ouvrier d'art de la régie des eaux — fonctionnaires chargés de la lecture d'une échelle de crue en sus de leurs fonctions normales.

Police

Personnel étranger au service et chargé des fonctions de commissaire en sus de ses attributions normales — personnel de la sûreté et de la police chargé d'un service semi-permanent — fonctionnaires de la direction de la sûreté générale chargés des cours de police scientifique.

Eaux et forêts

Chargés de cours à l'école forestière :

b) au taux de 1/15^e de la solde de présence majorée du supplément colonial ou de l'indemnité de dépaysement (maximum 510 frs. par mois).

Service des transmissions

Employés assurant un service télégraphique de jour et de nuit — fonctionnaires n'appartenant pas à l'administration des P. T. T. et chargés d'une agence postale — radio-électriciens assurant le service de nuit en sus du service normal — opérateurs et mécaniciens radioélectriciens chargés des protections aériennes.

Service météorologique

Aides-météorologistes indigènes chargés de la protection aérienne :

c) au taux de 200 francs par mois.

Etranger à l'administration chargé des stations pluviométriques et climatologiques.

Surveillance des prix

ARRETE N° 77 AE./3 du 9 février 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
 CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 et les textes ultérieurs l'ayant complétée ou modifiée;

Vu l'arrêté n° 370 AE. du 7 juillet 1942;

Vu l'arrêté n° 340 CPS. du 9 octobre 1943;

Vu l'avis exprimé par la commission des prix en ses séances des 5 et 8 février 1944;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour compter de la date de publication du présent arrêté, les prix maxima de vente de l'oxygène et de l'acétylène sont fixés comme suit, taxe de transaction comprise :

	Frs.
Oxygène	78,50 le m ³
Acétylène	173,45 le m ³

ART. 2. — Le prix maximum de vente du sirop de fabrication locale titrant au moins 32 degrés est fixé à 18 francs la bouteille de 0l,75, prix de la bouteille vide non compris.

ART. 3. — Toute infraction au présent arrêté sera poursuivie et réprimée conformément aux dispositions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, et autres lieux publics.

Lomé, le 9 février 1944.

*Pour le commissaire de la République au Togo,
l'inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*
H. GAUDILLOT.

Santé publique

ARRETE N° 81 ss. du 20 février 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 27 décembre 1928 portant réglementation de la police sanitaire et maritime aux colonies;

Vu le télégramme en date du 17 février 1944 de l'autorité sanitaire du Nigéria signalant un cas suspect européen de fièvre jaune;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les navires en provenance de Lagos seront considérés comme suspects et mis en surveillance sanitaire.

ART. 2. — Les passagers débarqués à Lomé seront soumis à la visite médicale pendant une période de 6 jours à compter du jour de débarquement.

ART. 3. — Aucune communication avec la terre ne pourra avoir lieu de nuit (entre 18 heures et 6 heures du matin). Aucun travail d'embarquement ou de débarquement ne sera effectué de nuit.

ART. 4. — Si le navire emploie des manœuvres togolais (Kroumens) pour le travail de débarquement et de chargement à son bord, ces manœuvres ne devront jamais quitter le navire pendant toute la durée du séjour en rade. Le travail terminé, les manœuvres seront débarqués de jour et mis en surveillance au lazaret pendant une période de 6 jours à compter de l'arrivée du navire.

ART. 5. — Seuls seront autorisés à monter à bord de 6 heures à 18 heures :

1° — Le médecin arraisonneur, agent principal de la santé;

2° — Le directeur de la santé;

3° — L'agent de la compagnie;

4° — A l'arrivée du navire, l'inspecteur de la sûreté;

5° — Le chef du service des douanes.

Ces personnes ne devront en aucun cas être accompagnées de leur secrétaire ou commis.

ART. 6. — Le directeur local de la santé publique au Togo et l'administrateur des colonies commandant le cercle de Lomé sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui, en raison de son urgence, sera immédiatement rendu exécutoire par affiche dans tous les lieux d'usage.

Lomé, le 20 février 1944.

J. NOUTARY.

Personnel indigène

Permission

N° 89 p. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. pris en conseil d'administration le :

21 février 1944. — Le paragraphe 4 de l'article 18 nouveau de l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 modifié par l'arrêté n° 23 p. du 9 janvier 1943 est annulé et remplacé par le suivant :

Les agents des cadres locaux se rendant en permission annuelle dans leur pays d'origine ou en revenant ont droit, une fois tous les trois ans, à la gratuité du transport pour eux et les membres de leur famille énumérés à l'article 3 de l'arrêté n° 480 du 30 août 1934.

Le reste sans changement.

Ouverture de crédits

ARRETE N° 92 F. du 21 février 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment l'article 81;

Vu la lettre n° 18 du 25 août 1943 du gouverneur général de PA. O. F.;

Vu le décret du 7 janvier 1944 portant approbation du budget local du Togo, exercice 1944;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert au budget local du Togo — Exercice 1944, le crédit supplémentaire suivant :

CHAPITRE XI TRAVAUX PUBLICS

ARTICLE 1^{er}. — Travaux d'entretien

§ 6. — Entretien route Lomé-Anécho . . . 500.000

ART. 2. — L'ouverture de ce crédit supplémentaire sera gagée par une augmentation des ressources normales du budget.

CHAPITRE IV

PRODUITS PERÇUS SUR ORDRES DE RECETTES

ART. 4. — Produits divers

§ 15. — Fonds de concours 500.000

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 février 1944.

J. NOUTARY.

Colon**ARRETE N° 96 AE. du 23 février 1944.****L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,****CROIX DE GUERRE,****COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,**

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 sur le régime des prix et tous textes ultérieurs s'y rapportant;

Vu le télégramme 22 sep. du 15 janvier 1944 du gouverneur général de l'Afrique occidentale française;

Vu la lettre du 17 février 1944 du président de la chambre de commerce du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La campagne du coton, récolte 1943-1944 est ouverte pour compter du 1^{er} mars 1944 dans les régions situées au nord de Blita et pour compter du 15 mars 1944 dans le restant du territoire.

ART. 2. — La totalité du coton susceptible de commercialisation au territoire pouvant être classée parmi les variétés Sea Island ou Rognon amélioré et Budi amélioré, les prix minima à payer aux producteurs sont fixés uniformément comme suit à la tonne :

	frs.
Marchés : Atakpamé	3.000
— environnant Atakpamé	2.875
— Anié	2.935
— environnant Anié, Nyamassila compris	2.810
— Kpessi	2.735
— Moréta	2.680
— Yébou-Yébou	2.670
— Agbandi	2.665
— Gare Pagala	2.841
— Langabou	2.686
— Nuatja	2.871
— environnant Nuatja, Tététou et au-delà exclus	2.746
— Tététou	2.676
— Tohoun	2.601
— Tado	2.521
— Anécho	2.909
— Palimé	2.799
— environnant Palimé	2.674
— Agou	2.821
— environnant Agou	2.696
— Gare Blita	2.814
— Tchébébé	2.714
— Tigbada	2.679
— Ayengré	2.584
— Djabatauré	2.649
— Kaniambois	2.614
— Aou Colénaboïs	2.544
— Yaré-Yaré	2.489
— Lama-Tessi-Batchang	2.464
— Kasséna	2.444
— Sokodé	2.384
— Tchamba	2.214
— Lama-Kara	2.024
— Bassari	2.084

Pour le coton acheté dans les régions au delà des marchés ci-dessus les prix d'achat seront déterminés par les chefs de circonscription qui déduiront les seuls frais de transport par camion à raison de 5 francs la tonne kilométrique.

ART. 3. — Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées comme prévu par la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des P. T. T. et autres lieux publics.

Lomé, le 23 février 1944.

J. NOUTARY.

Personnel des P. T. T.**Examen professionnel****ARRETE N° 97 P. du 23 février 1944.****L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,****CROIX DE GUERRE,****COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,**

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 161 du 24 mars, 1934 réglant le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo à l'exception du personnel des travaux publics, de la T. S. F., des chemins de fer et du wharf, et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 567 P. du 26 octobre 1943 fixant les soldes des fonctionnaires et agents des cadres locaux indigènes du territoire du Togo;

Sur la proposition du chef du service des postes, télégraphes et téléphones;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'examen professionnel prévu par l'article 9 de l'arrêté du 24 mars 1934 susvisé, pour le passage des commis principaux de 3^e classe au grade de commis principaux de 2^e classe des P.T.T. aura lieu à Lomé, en principe chaque année, à une date fixée par le commissaire de la République, devant une commission composée ainsi qu'il suit :

Président :

Le chef du service des P. T. T.

Membres :

Le chef du bureau du personnel;

Un agent européen du personnel technique des P. T. T. ou à défaut un fonctionnaire européen désigné par le commissaire de la République;

Un agent indigène le plus gradé des commis principaux des P. T. T. ou à défaut un commis d'administration principal du grade correspondant, désigné par le commissaire de la République.

ART. 2. — Ne sont autorisés à se présenter à cet examen que les commis principaux comptant au moins deux ans d'ancienneté dans le 3^e classe au premier juillet de l'année de l'examen et qui en font la demande.

ART. 3. — Les épreuves exigées des candidats consistent en compositions écrites et pratiques sur les matières du programme ci-après :

a) Epreuves écrites :

I. — Orthographe servant d'épreuve d'écriture — Durée 30 minutes.

Orthographe : coefficient 4,
Ecriture : coefficient 3.

II. — Rédaction d'une lettre ou rapport relatif au service :

Coefficient 3 — Durée 2 heures.

III. — Service postal, télégraphique et téléphonique : Coefficient 3 — Durée 3 heures.

Six questions concernant l'exploitation postale, télégraphique et téléphonique ainsi que les services accessoires et portant exclusivement sur des sujets ayant trait au service effectué dans les bureaux des P. T. T. savoir :

- 1 question sur le service postal;
- 1 question sur le service télégraphique;
- 1 question sur le service téléphonique;
- 1 question sur les services accessoires;
- 1 question sur la comptabilité des bureaux des postes et télégraphes;
- 1 question sur les installations télégraphiques et téléphoniques (appareils et piles en usage).

b) Epreuves pratiques :

I. — Transmission d'un télégramme de vingt mots (lettres et chiffres).

II. — Réception sur bande d'un télégramme de vingt mots (lettres et chiffres).

III. — Réception au son d'un télégramme de vingt mots (lettres et chiffres).

Les épreuves sont notées de 0 à 20. La note 5 est éliminatoire; une moyenne générale de 12 points est exigée pour l'admissibilité définitive.

ART. 4. — Les sujets des épreuves écrites sont choisis à raison de trois questions par matière par le chef du service des P. T. T. et enfermés dans une enveloppe cachetée qui porte la mention des épreuves. Ce pli est adressé au commissaire de la République huit jours avant la date fixée pour l'examen.

Les sujets des épreuves sont arrêtés par le commissaire de la République.

Les épreuves sont placées sous enveloppes scellées, à raison d'une enveloppe par séance. Tous les plis sont adressés sous une seconde enveloppe cachetée au président de la commission prévue à l'article 1^{er} ci-dessus la veille de l'examen.

Au début de chaque séance, le président de la commission, en présence des candidats et des membres de la commission qui constatent l'intégrité des cachets, ouvre l'enveloppe renfermant les matières destinées à être traitées.

Les épreuves ont lieu aux heures indiquées par le président de la commission.

ART. 5. — L'emploi d'un dictionnaire ou de tout autre livre est absolument interdit pendant la séance. Il en est de même des communications des candidats entre eux. L'inobservation de ces prescriptions ou toute autre fraude entraîne l'exclusion de l'examen. Les compositions inachevées ou le défaut de remise d'une composition ne constituent pas une cause d'élimination.

ART. 6. — Les compositions sont faites sur des feuilles de papier fournies par l'administration et revêtues du cachet du chef de service.

Le président prévient les candidats qu'ils ne doivent pas signer leurs compositions, mais indiquer leurs nom et prénoms à l'angle gauche de chaque feuille qui sera cacheté. L'onglet recouvrant ces indications ne sera enlevé qu'après la notation définitive des épreuves. L'inobservation de ces prescriptions entraîne l'exclusion.

ART. 7. — Les épreuves sont corrigées par la commission prévue à l'article premier du présent arrêté.

ART. 8. — Après la correction des épreuves, la commission dresse procès-verbal de ses opérations et fait parvenir au commissaire de la République le dossier complet de l'examen accompagné de ses propositions tenant compte de la tenue, de la conduite et de la capacité de chaque candidat.

Le classement définitif des candidats admis est effectué par le commissaire de la République et la liste des agents à avancer est adressée à la commission de classement du personnel indigène prévue à l'article 10 de l'arrêté du 24 mars 1934 pour inscription au tableau d'avancement.

La nomination au grade supérieur des candidats prend date du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet de l'année de leur inscription au tableau, sauf report pour raison budgétaire à une date ultérieure.

Dispositions transitoires

ART. 9. — Exceptionnellement pour la session de 1943, l'examen dont les conditions et le programme sont fixés par le présent arrêté aura lieu dans la première quinzaine du mois de mars 1944.

La promotion au grade supérieur des commis principaux de 3^e classe inscrits par anticipation au tableau d'avancement du 1^{er} semestre 1944 qui seront admis à l'examen, aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1944.

ART. 10. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 23 février 1944.

J. NOUTARY.

Véhicules automobiles

ADDITIF à la décision n° 604 T. P. du 20 septembre 1943 fixant la liste des véhicules exempts de réquisition.

ARTICLE PREMIER. —

5^e § — Véhicules des missions (ordre public).

Ajouter :

473 Peugeot (4 places) Père Baltz.

Le reste sans changement.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Administrateurs des Colonies

Tableau d'avancement

Par arrêté du 24 janvier 1944, sont inscrits au tableau d'avancement des administrateurs des colonies pour l'année 1944 :

Pour l'emploi d'administrateur de 1^{re} classe :

M. André Robert Georges Eugène, administrateur de 2^e classe.

Pour l'emploi d'administrateur de 2^e classe :

M. Barbero Robert Arsène François, administrateur de 3^e classe.

Pour l'emploi d'administrateur de 3^e classe :

M. Rives François Jean, administrateur-adjoint de 1^{re} classe.

Pour l'emploi d'administrateur-adjoint de 1^{re} classe :

M. Froelich Jean-Claude Edouard, administrateur-adjoint de 2^e classe.

Promotions

Par décret du 29 janvier 1944, sont promus dans le corps des administrateurs des colonies pour compter du 1^{er} janvier 1944 tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté :

A l'emploi d'administrateur de 1^{re} classe :

M. André Robert Georges Eugène, administrateur de 2^e classe.

A l'emploi d'administrateur de 2^e classe :

M. Barbero Robert Arsène François, administrateur de 3^e classe.

A l'emploi d'administrateur de 3^e classe :

M. Rives François Jean, administrateur-adjoint de 1^{re} classe.

A l'emploi d'administrateur-adjoint de 1^{re} classe :

M. Froelich Jean-Claude Edouard, administrateur-adjoint de 2^e classe.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**PERSONNEL EUROPÉEN****Affectations**

Par décision n° 70 CAB. du :

17 février 1944. — M. Rives François, administrateur de 3^e classe des colonies, est nommé chef du cabinet du commissaire de la République au Togo, pour compter du 14 février 1944.

M. Rives est nommé secrétaire-archiviste du conseil d'administration du Togo.

Par décision n° 77 CAB. du :

19 février 1944. — M. Aubanel Pierre, administrateur-adjoint de 3^e classe, précédemment en service au bureau des affaires politiques et administratives, est nommé chef-adjoint du cabinet du commissaire de la République, pour compter du 18 février 1944.

Par décision n° 84 P. du :

21 février 1944. — M. Marchi Pierre, chef de district principal avant 18 mois du cadre supérieur des chemins de fer de l'A. O. F., nouvellement affecté au Togo et arrivé au territoire le 15 février 1944, est mis à la disposition du directeur du réseau des C. F. T.

PERSONNEL INDIGÈNE**Mutations**

Par décision n° 78 P. du :

19 février 1944. — Sont affectés :

à l'école régionale de Lomé

de Médeiros Jean, instituteur-adjoint de 1^{re} classe, précédemment en service au Dahomey.

Jacob Adoté, instituteur-ordinaire de 2^e classe, en service à l'école de village de Gamé.

Bonin François, moniteur de 1^{re} classe, en service à l'école régionale de Sokodé.

Randolph Symphorien, moniteur auxiliaire, en service à l'école régionale d'Anécho.

à l'école de village de Gamé

Johnson Denis, instituteur-auxiliaire de 1^{re} classe, en service à l'école régionale de Lomé.

à l'école de village d'Aflao

(Cercle de Lomé)

Lawson Pierre, instituteur-adjoint de 2^e classe, en service à l'école régionale de Lomé.

à l'école régionale d'Anécho

Colley Augustin, instituteur-adjoint de 2^e classe, en service à l'école de village de Tchamba.

Sinzogan Léonard, moniteur de 1^{re} classe, en service à l'école de village de Bassari.

à l'école ménagère d'Anécho

Mme. Sodatonou Odile (née Paraiso), monitrice auxiliaire, précédemment mise à la disposition du chef du service de l'enseignement.

à l'école de village de Wogan

Amédégnato Richard, instituteur ordinaire de 1^{re} classe, en service à l'école de village de Zowla.

M. Amédégnato Richard est nommé directeur de l'école de Wogan.

à l'école de village de Zowla

Goudéagbe William, moniteur de 1^{re} classe, en service à l'école de village de Wogan.

à l'école de village d'Aklakou

Lawson Joseph, instituteur ordinaire de 1^{re} classe, en service à l'école régionale de Lomé.

à l'école régionale d'Atakpamé

Koffi Julien, instituteur ordinaire de 2^e classe, en service à l'école de village d'Okou.

à l'école de village d'Okou

Johnson Clément, moniteur de 1^{re} classe, en service à l'école régionale d'Anécho.

à l'école de village d'Amlamé

Sitti Jean, instituteur-adjoint de 3^e classe, en service à l'école régionale de Lomé.

à l'école de village de Tohou

(CERCLE DU CENTRE)

Johnson Georges, instituteur-adjoint de 1^{re} classe, en service à l'école de village de Kouméa.

à l'école régionale de Palimé

Akouété Adoté Jean, instituteur-adjoint de 3^e classe, en service à l'école de village d'Aklakou.

à l'école de village de Daye-Apéyémé

Djéha Kouffo Comlan Raphaël, moniteur auxiliaire, en service à l'école régionale de Palimé.

M Ecoué Théophile est nommé directeur de l'école de village de Daye-Apéyémé.

à l'école régionale de Sokodé

Géraldo Laminou, instituteur auxiliaire de 2^e classe, en service à l'école de village de Dapango.

à l'école de village de Tchamba

Diogo Christophe, moniteur de 1^{re} classe, en service à l'école régionale d'Anécho.

à l'école de village de Kouméa

Moreira Benoît, instituteur-adjoint de 2^e classe, en service à l'école régionale d'Atakpamé.

à l'école de village de Djandé

(Subdivision de Lama-Kara)

Mensah Logossou Faustin, instituteur stagiaire 1^{er} échelon, en service à l'école régionale de Lomé.

à l'école de village de Bassari

Awuté Gédéon, instituteur stagiaire 1^{er} échelon, en service à l'école régionale d'Anécho.

à l'école de village de Dako

(Subdivision de Bassari)

Eteh Benoît, instituteur stagiaire 1^{er} échelon, en service à l'école régionale d'Anécho.

à l'école régionale de Mango

Sitti Jérémie, instituteur-adjoint de 4^e classe de l'A. O. F., en service à l'école régionale de Sokodé.

à l'école de village de Dapango

Namoro Karamoco, instituteur auxiliaire de 2^e classe, en service à l'école régionale de Mango.

à l'école de village de Nano

(CERCLE DE MANGO)

Géraldo Nassirou, instituteur stagiaire 1^{er} échelon, en service à l'école régionale de Lomé.

Ces agents auront droit aux frais de déplacement et de transport pour eux et leur famille.

La présente décision aura effet pour compter du 25 février 1944.

Par décision n° 83 p. du :

21 février 1944. — Le commis d'administration de 7^e classe Amégan André, est mis à la disposition du commandant de cercle de Sokodé, en remplacement du commis d'administration de 3^e classe Tossou Abalo, affecté à Lomé par décision n° 51 p. du 2 février 1944.

Il rejoindra son nouveau poste à l'expiration de la permission d'absence dont il est titulaire.

Retraite

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 314 p. du 27 mai 1943 portant admission à la retraite (J. O. Togo du 16 juin 1943, page 364).

- Au lieu de :

L'aide-médecin de 1^{re} classe Mensah Yao Christophe, en service à la formation sanitaire de Palimé, est admis d'office à la retraite pour ancienneté de service à compter du 1^{er} octobre 1943.

Lire :

L'aide-médecin de 1^{re} classe Mensah Yao Christophe, en service à la formation sanitaire de Palimé, est admis d'office à la retraite pour ancienneté de service à compter du 11 janvier 1944.

Agents auxiliaires**Nominations**

Par décision n° 73 p. du :

17 février 1944. — Sont engagés pour compter du 1^{er} février 1944, en qualité de :

Météorologistes auxiliaires (échelle III échelon I)

Mensah Ayivi, aide-météorologiste auxiliaire;
N'Sougan Gabriel, aide-météorologiste journalier.

Aides-météorologistes auxiliaires (échelle II échelon I)

Lawson Antoine, aide-météorologiste journalier;
Tomegah Jacob, aide-météorologiste journalier.

Augmentation de salaire

Par décision n° 89 p. du :

24 février 1944. — Le salaire mensuel du planton Gagnon Emile, en service au Parquet à Lomé, est porté de sept cent soixante quinze frs. (775 frs.) à neuf cents francs (900 frs.), exclusif de toutes indemnités, pour compter du 1^{er} février 1944.

Licenciement

Par décision n° 86 P. du :

21 février 1944. — Le conducteur auxiliaire Madjimaté Kassindja Paul, en service à la subdivision administrative de Lama-Kara, est licencié de son emploi pour compter du 31 mars 1944, pour convenances de service.

Révocation

Par décision n° 72 P. du :

17 février 1944. — Le commis auxiliaire Adigo Théophile, en service au bureau des finances à Lomé, est révoqué de son emploi pour compter du 10 février 1944, date à laquelle il a été incarcéré sous l'inculpation de complicité de faux et recel de bons falsifiés.

*Gardes-frontières**Titularisations*

Par arrêté n° 83 P. du :

21 février 1944. — Les gardes-frontières stagiaires :

Mensah François Chabi Ekpado

Gnidote Saossi — Ama Pierre

Noutai Atindokpo

sont titularisés dans leur emploi et nommés gardes-frontières de 5^e classe pour compter du 1^{er} décembre 1943, date à laquelle ils ont accompli leurs deux années de stage réglementaire.

ACTES DU GOUVERNEMENT DU SÉNÉGAL**PERSONNEL INDIGÈNE***Passage à l'échelon supérieur — Promotion*

Par arrêté du gouverneur du Sénégal en date du :

6 décembre 1943. — Mme Agnitéy Florentine (née Adotévi), infirmière-adjointe après 2 ans du cadre local du Sénégal, en service hors cadres au territoire du Togo, passe à l'échelon après 4 ans de son grade pour compter du 1^{er} juillet 1940 au point de vue de l'ancienneté et du 1^{er} octobre 1940 au point de vue de la solde.

Par arrêté du gouverneur du Sénégal en date du :

28 décembre 1943. — Sont promus pour compter du 1^{er} janvier 1944 :

*CADRES LOCAUX**INFIRMIÈRES SANITAIRES**Au grade d'infirmière titulaire*

Mme Agnitéy (Florentine), hors cadres Togo, 2^e tour, choix;

infirmières-adjointes après 4 ans.

**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA GUINÉE FRANÇAISE.****PERSONNEL INDIGÈNE***Promotion*

N° 360 C./P. — Par décision du gouverneur de la Guinée française en date du :

11 février 1944. — Sont promus dans le personnel du cadre local du chemin de fer de la Guinée française, pour compter du 1^{er} janvier 1944, au point de vue de la solde et de l'ancienneté :

A l'emploi d'ouvrier principal — 1^{er} échelon

Camara Momo, ouvrier 3^e échelon (en congé hors cadres à Lomé).

DIVERS*Associations*

Par arrêté n° 84 A. P. A. du :

21 février 1944. — Est autorisée dans le territoire du Togo, la constitution d'une association dénommée « Eguen-Union » dont le siège est fixé à Atakpamé.

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Par arrêté n° 95 T. P. du :

21 février 1944. — Est autorisée la création d'une « Association coopérative de consommation du personnel du chemin de fer et du wharf du Togo ».

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Le siège de cette association est à Lomé.

Enseignement

Par décision n° 91 E. du :

25 février 1944. — Les instituteurs dont les noms suivent sont chargés pendant l'année scolaire 1944 et pour compter du 1^{er} mars 1944, des cours de perfectionnement hebdomadaire des moniteurs institués par la circulaire du 24 septembre 1925.

Centre de Lomé

M. Atayi Salomon, instituteur principal du cadre secondaire de l'A. O. F.

Centre d'Aného

M. Randolph Léopold, instituteur du cadre secondaire de l'A. O. F.

Centre d'Atakpamé

M. Johnson Romuald, instituteur du cadre secondaire de l'A. O. F.

Centre de Palimé

M. d'Almeida Charles, instituteur-adjoint du cadre secondaire de l'A. O. F.

Centre de Sokodé

M. Ajavon Henri, instituteur ordinaire de 1^{re} classe du Togo.

Centre de Mango

M. Tocou Michel, instituteur ordinaire de 1^{re} classe du Togo.

Ces fonctionnaires auront droit à l'indemnité prévue par les textes en vigueur.

Géomètre ad-hoc

Par décision n° 66 DOM, du :

9 février 1944. — M. Grunitzky, adjoint technique des travaux publics, chef de la subdivision des T. P. du nord à Sokodé, est désigné comme géomètre ad-hoc, pour procéder aux bornages contradictoires dans le cercle du nord.

Interdiction de séjour

Par arrêté n° 80 A. P. A. du :

17 février 1944. — Le séjour dans le territoire du Togo est interdit pendant une durée de deux ans, pour compter du 17 janvier 1944, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Ateni Aoula, de la prison de Lomé, âgé de 47 ans environ, né à Elindjé (Niger), fils de feu Aoula et de Bandjaré, cultivateur demeurant à Anié (subdivision d'Atakpamé — cercle du centre), condamné à deux ans de prison, deux cents frs. d'amende, restitution d'une bicyclette, interdiction d'exercer à jamais aucun emploi public et deux ans d'interdiction de séjour, pour vol et tentative de corruption de fonctionnaire par jugement en date du 29 janvier 1942 du tribunal du premier degré d'Atakpamé.

Légalisation des signatures

Par décision n° 71 CAB. du :

17 février 1944. — M. Rives François, administrateur de 3^e classe des colonies, chef du cabinet du commissaire de la République, vise les signatures pour légalisation ou certification par délégation du commissaire de la République.

Licences

Par arrêté n° 90 A. E. / 2 du :

21 février 1944. — Sont accordées pour 1944 les licences ci-après :

CERCLE DE LOMÉ**Licences de 1^{re} classe :**

Compagnie Française de l'Afrique Occidentale	1 à Lomé
Société Commerciale de l'Ouest Africain	1 à Lomé
Société Générale du Golfe de Guinée	1 à Lomé
United Africa Company	1 à Lomé
John Holt	1 à Lomé
G. B. Ollivant	1 à Lomé

Licences de 2^e classe :

Hôtel de France (M. Archambeau)	1 à Lomé
Hôtel du Golfe (L. Minetto)	1 à Lomé
Adjangba Peter	1 à Lomé
Mensah Albert John	1 à Lomé

Licences de 3^e classe :

Société Générale du Golfe de Guinée	1 à Lomé
Karambilas W.	1 à Lomé
Fiawoo E.	1 à Tsévié

CERCLE D'ANÉCHO**Licences de 3^e classe :**

Société Commerciale de l'Ouest Africain	1 à Anécho
Compagnie Française de l'Afrique Occidentale	1 à Anécho

CERCLE DU CENTRE**Licences de 3^e classe :**

G. B. Ollivant	1 à Atakpamé
Société Générale du Golfe de Guinée	1 à Atakpamé
Compagnie Française de l'Afrique Occidentale	1 à Atakpamé
United Africa Company	1 à Atakpamé
Société Commerciale de l'Ouest Africain	1 à Atakpamé
United Africa Company	1 à Agou-gare.
United Africa Company	1 à Palimé
G. B. Ollivant	1 à Palimé
Compagnie Française de l'Afrique Occidentale	1 à Palimé
Société Commerciale de l'Ouest Africain	1 à Palimé
Hlomashi H.	1 à Palimé

Pensions

Par arrêté n° 93 F. du :

21 février 1944. — Sont accordées les pensions ci-après aux gardes de cercle dont les noms suivent admis à faire valoir leurs droits à la retraite :

Pension proportionnelle : 1^o — au taux annuel de trois cent vingt huit francs (328 frs.) à compter du 15 mars 1943;

2^o — au taux annuel de six cent cinquante six frs. (656 frs.) à compter du 1^{er} mai 1943, au garde de 1^{re} classe Bioguédé Nagoundi, Mle 1087, né en 1895 à Tchaourou, (Dahomey), 15 ans 1 mois et 6 jours arrondis à 16 ans de services effectifs.

Pension pour ancienneté de service au taux annuel de huit cent quarante francs (840 frs.) à compter du 1^{er} juillet 1943 au brigadier de 2^e classe Toi Sondé Halougom, Mle 397 né vers 1898 à Sondé, cercle de Sokodé (Togo), 25 ans 1 mois et 26 jours de services effectifs.

Pension proportionnelle au taux annuel de six cent quatre vingt cinq francs (685 frs.) à compter du 1^{er} août 1943 au garde de 1^{re} classe Yémoa Lokonon, Mle 1318, né en 1903 à Kpoto, subdivision de Zangnanado, cercle d'Abomey (Dahomey), 17 ans 3 mois et 12 jours arrondis à 18 ans de services effectifs.

Pension proportionnelle au taux annuel de six cent quatre vingt cinq francs (685 frs.) à compter du 1^{er} septembre 1943 au garde de 2^e classe Missa I Akouas-sao, Mle 775, né vers 1905 à Ataloté, cercle de Mango, (Togo), 17 ans 2 mois et 27 jours arrondis à 18 ans de services effectifs.

Pension pour ancienneté de service au taux annuel de huit cent quarante francs (840) à compter du 1^{er} octobre 1943 au garde de 1^{re} classe Koatassima Raouta, Mle 352, né vers 1898 à Ténéga, cercle de Sokodé (Togo), 25 ans 6 mois et 22 jours de services effectifs.

Pension pour ancienneté de service au taux annuel de huit cent quarante francs (840 frs.) à compter du 1^{er} octobre 1943 au garde de 1^{re} classe Adam Chanéro, Mle 931, né vers 1898 à Koma, cercle de Sokodé, (Togo) 24 ans 8 mois et 20 jours arrondis à 25 ans de services effectifs.

Pension pour ancienneté de service au taux annuel de huit cent quarante francs (840 frs.) à compter du 1^{er} octobre 1943 au garde de 1^{re} classe Binatema Binga, Mle 247, né vers 1897 à Schio, cercle de Sokodé (Togo), 26 ans 8 mois et 20 jours de services effectifs.

Remboursement

Par arrêté n° 101 DOM. du :

25 février 1944. — Le remboursement d'une somme de cent quatre vingts francs représentant le montant des droits de timbre perçus des formules de chèques timbrés en stock chez la banque de l'Afrique occidentale, succursale de Lomé, est accordé au siège de la B. A. O. à Lomé.

Rôles

Par arrêté n° 78 C. D. du :

10 février 1944. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires exercices 1943 et 1944 ci-après s'élevant à la somme de douze millions cinq cent cinquante un mille sept francs.

Nos DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
Exercice 1943				
228	Tsévié	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 690,— Rachat des prestations 140,— Taxe sur armes perfectionnées 20,—	850,—	2.430,—
229	—	Licences	200,—	
230	—	Taxe sur les bicyclettes	1.380,—	
231	Sokodé	Impôt personnel (Taxe fixe) 1.250,— Rachat des prestations 200,—	1.450,—	6.412,—
232	—	Impôt sur la population flottante	180,—	
233	—	Patentes	4.670,—	
234	—	Taxe sur armes perfectionnées	112,—	
235	Mango	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	2.284,—	12.360,—
236	—	Impôt sur la population flottante	6.660,—	
237	—	Licences	200,—	
238	—	Taxe sur armes non perfectionnées	2.016,—	
239	—	Taxe sur les bicyclettes	1.200,—	12.492,—
240	—	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	11.340,—	
241	—	Taxe sur armes non perfectionnées	1.152,—	
TOTAL EXERCICE 1943				33.694,—
Exercice 1944				
1	Lomé-Subdivision	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. . 695.340,— Contribution exceptionnelle 115.890,—	811.230,—	811.230,—
2	Subdivision de Tsévié	Impôt personnel (taxe fixe) 5.775,— Rachat des prestations 1.200,— Contribution exceptionnelle 1.155,— Taxe sur armes perfectionnées 40,—	8.170,—	
3	—	Impôt personnel catégorie supérieure . . 20.995,— Rachat des prestations 7.155,— Contribution exceptionnelle 4.155,— Taxe sur armes perfectionnées 100,—	32.405,—	811.230,—
<i>à reporter.</i>			40.575,—	

N ^{os} DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		<i>report.</i>	40.575,—	811.230,—
4	Subdivision de Tsévié	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. . 1.225.980,— Contribution exceptionnelle 204.330,—	1.430.310,—	
5	—	Patentes	53.925,—	
6	—	Licences	3.000,—	1.527.810,—
7	Anécho	Impôt personnel (taxe fixe) 19.250,— Rachat des prestations 4.200,— Contribution exceptionnelle 3.850,—	27.300,—	
8	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. . 35.945,— Rachat des prestations 10.945,— Contribution exceptionnelle 7.130,—	54.020,—	
9	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 3.664.780,— Contribution exceptionnelle 613.200,—	4.277.980,—	
10	—	Patentes	32.450,—	
11	—	Licences	3.300,—	
12	—	Taxe sur armes perfectionnées	620,—	
13	—	Rachat des prestations en nature indigènes	1.405.565,—	
14	—	Rachat des prestations en nature indigènes catég. ord.	10.815,—	5.812.050,—
15	Palimé	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. . 1.148.555,— Contribution exceptionnelle 244.415,—	1.392.970,—	1.392.970,—
16	Sokodé	Impôt personnel (taxe fixe) 14.300,— Rachat des prestations 3.120,— Contribution exceptionnelle 2.860,—	20.280,—	
17	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. . 28.895,— Rachat des prestations 9.710,— Contribution exceptionnelle 5.750,—	44.355,—	
18	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. . 772.065,— Contribution exceptionnelle 220.590,—	992.655,—	
19	—	Patentes	17.720,—	
20	—	Licences	700,—	
21	—	Taxe sur armes perfectionnées	500,—	
22	—	Taxe sur armes non perfectionnées	2.768,—	1.078.978,—
23	Bassari	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. . 390.785,— Contribution exceptionnelle 69.715,—	460.500,—	460.500,—
24	Mango	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. . 364.770,— Contribution exceptionnelle 65.485,—	430.255,—	430.255,—
25	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. . 878.080,— Contribution exceptionnelle 125.440,—	1.003.520,—	1.003.520,—
		TOTAL EXERCICE 1944		12.517.313,—
		Report du total exercice 1943		33.694,—
		TOTAL GÉNÉRAL		12.551.007,—

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 15 février 1944.

Textes publiés à titre d'information

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Distinctions honorifiques

Par décret du 21 janvier 1944, sont nommés dans l'ordre du Nicham el Anouar :

2^e — Au grade de Chevalier :

M. Kobana, chef de village au Togo.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de concours

Préposés des douanes

Un concours d'admission à l'emploi de préposés des douanes aura lieu à Lomé dans les bureaux du chef du service des douanes le mardi 11 avril 1944.

Le nombre des places mises au concours est de trois

Pour participer à ce concours les candidats doivent être âgés de 16 ans au moins et de 30 ans au plus. Pour ceux justifiant de services militaires, la limite d'âge est prorogée d'une durée égale à la durée de ces services sans qu'elle puisse dépasser 35 ans.

Les candidats doivent adresser leur demande au commissaire de la République (bureau du personnel) le lundi 20 mars au plus tard en y joignant :

1^o — une copie d'acte de naissance dûment légalisée ou toute pièce en tenant lieu (certificat de notoriété);

2^o — un extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date;

3^o — un certificat de bonnes vie et mœurs;

4^o — un certificat de visite et de contre-visite délivré par des médecins militaires constatant que le candidat est physiquement apte au service actif des douanes et qu'il a été reconnu indemne de tuberculose pulmonaire;

5^o — une copie d'identité avec photographie.

Avis au commerce

Il est rappelé aux commerçants, industriels, entrepreneurs et autres importateurs qu'en vertu des prescriptions de l'article 5 de l'arrêté 2512 F./3 du 17 juillet 1942 instituant en A. O. F. la taxe compensatrice à la taxe de transaction, ils sont tenus pour les marchandises importées directement par eux et dont ils sont les utilisateurs finals d'accomplir les formalités suivantes en vue de permettre la perception de cette taxe.

1^o — « S'ils connaissent au moment de l'importation la destination définitive qui sera donnée à une marchandise ils doivent porter sur la déclaration déposée en douane la mention « marchandise non destinée à la vente » ou « marchandise destinée à la vente ».

Un industriel reçoit par exemple des pièces détachées pour la réparation d'une machine de son usine.

Un entrepreneur reçoit du ciment pour les besoins de son entreprise.

Tous deux doivent porter sur leur déclaration de douane la mention suivante :

« Marchandise non destinée à la vente ».

En ce cas la taxe compensatrice sera liquidée en même temps que les droits de douane.

2^o — « Si au moment de l'importation, la destination finale de la marchandise n'est pas connue, ils doivent en fin de mois déposer au bureau de douane d'importation une déclaration indiquant la quantité et la valeur des marchandises non vendues mais consommées pour les besoins de leur commerce, entreprises, industries etc. au cours du mois écoulé.

Exemple — Un commerçant reçoit des sacs dont une partie est destinée à la vente et l'autre à la satisfaction des besoins de son commerce.

Un garagiste reçoit des pièces détachées d'automobiles dont une partie sert à la réparation de véhicules lui appartenant.

Ce commerçant et ce garagiste doivent en fin de mois déposer au bureau des douanes une déclaration indiquant la quantité et la valeur des sacs et pièces détachées d'automobiles utilisées par eux pour leurs propres besoins.

Les marchandises importées par le Comité du commerce extérieur et mises à la disposition des commerçants, industriels etc, utilisateurs finals sont soumises à ces formalités.

3^o — La taxe compensatrice est également due sur les matières premières importées directement par les industriels ou mises à leur disposition par le Comité du commerce extérieur et destinées à être transformées dans leur usine.

Exemple — Un industriel reçoit du carbure de calcium et le transforme en acétylène, un autre reçoit du malt et du houblon pour faire de la bière.

Ces industriels doivent en fin de mois déposer au bureau des douanes une déclaration indiquant les quantités et les valeurs des matières premières transformées au cours du mois écoulé.

Ils peuvent s'ils le désirent s'acquitter du montant de la taxe au moment de l'importation et ils doivent dans ce cas porter sur leur déclaration de douane « matières premières destinées à être transformées dans l'usine de la Société... ».

*

* * *

La régularisation des opérations déjà faites et impliquant déclaration et paiement de la taxe compensatrice devra intervenir avant l'expiration d'un délai se terminant un mois après la publication du présent avis au journal officiel. A l'expiration de ce délai des poursuites seront engagées contre les contrevenants.

Avis au Public

Prohibition de sortie

Le public est informé qu'une dérogation générale à la prohibition de sortie instituée par arrêté 709 s. E. du 23 février 1942 est accordée pour les peaux de caïmans, de serpents, d'iguane tannées ou non ainsi que pour la maroquinerie de fabrication locale (sacs, valises, etc...) et la tabletterie d'ivoire (broches, colliers, fumes-cigarettes etc...) expédiées en Afrique du Nord, à l'exclusion de toutes autres destinations, par paquets, colis postaux.

En conséquence les expéditions des marchandises précitées à destination du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie sont libres et ne doivent plus faire l'objet de demande d'autorisation d'exportation.

Toutefois il est rappelé au public qu'en vertu de la réglementation douanière en matière de paquets et colis postaux les expéditeurs sont tenus :

1^o — *Pour paquets postes* — d'apposer sur les colis une étiquette verte indiquant la nature de la marchandise, son poids ou le nombre d'objets et la valeur réelle.

En cas d'absence d'étiquette ou de fausse déclaration quant à la nature de la marchandise, au poids, au nombre ou à la valeur les paquets seront confisqués sans préjudice des poursuites qui pourront être exercées contre les délinquants.

2^o — *Pour colis postaux* — de remplir une déclaration qui doit accompagner les colis et comportant les mêmes indications que pour les paquets postes. A défaut de déclaration ou en cas de fausse déclaration les mêmes sanctions que celles prévues pour les paquets postaux seront appliquées.

Ces dispositions ne visent que les expéditions faites en paquets ou colis postaux, à l'exclusion de celles qui sont faites sous connaissance.

Déclaration des biens ennemis

Les dispositions de l'arrêté n° 1826 F. du 12 mai 1943 rendant obligatoire la déclaration des biens, droits et intérêts appartenant à certaines personnes sont applicables aux biens, droits et intérêts de la Société sous contrôle ennemi « *Bata Shoes Co Over Seas Ltd.* » ayant son siège social à La Valette (Ile de Malte).

Le délai fixé pour le dépôt des déclarations est de un mois à compter du jour de publication du présent avis au *Journal officiel*.

NOTA. — Il est rappelé que les déclarations, à établir en quatre exemplaires, doivent être remises au receveur de l'enregistrement du chef-lieu de la colonie ou du territoire (2^o bureau pour Abidjan. 3^o bureau, 8, rue de Grammont, pour Dakar) et au receveur de l'enregistrement de Cotonou pour le Dahomey.

VENTE **aux enchères publiques**

Le public est informé qu'il sera procédé le samedi 18 mars, à 17 heures dans le magasin des douanes de Lomé à la vente aux enchères des marchandises ci-après désignées, en dépôt depuis plus de six mois et devenues propriété du budget local.

La vente aura lieu aux conditions suivantes :

1^o — Le prix d'adjudication sera payé comptant sous peine de folle enchère;

2^o — L'administration se réserve le droit de retirer de la vente les marchandises qui seraient mésestimées;

3^o — Aucune réclamation ne sera admise après l'enchère, aucune remise ni refaction ne sera accordée sur le prix d'adjudication, les marchandises pouvant être examinées avant la vente;

4^o — Les marchandises devront être retirées dans les 3 jours qui suivront la vente;

5^o — Les frais d'enregistrement seront perçus en dessus du prix d'achat;

6^o — La vente se fera aux conditions du décret du 21 septembre 1941 relatif aux ventes aux enchères de marchandises ou objets dont le prix a fait l'objet d'une décision de taxation ou d'homologation.

NUMÉRO du registre	DATE DU DÉPÔT	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES
34	6 - 6 - 40	1 Bidon chaud
40	15 - 8 - 40	1 Bordelaise vinaigre, vide
115 bis	29 - 11 - 39	1 Bidon chaud
36	17 - 6 - 40	1 caisse limonade
42	5 - 12 - 40	1 paquet sacs papier vides
1	1 - 1 - 41	4 sacs sel
10	27 - 6 - 41	3 paquets cuir
5	31 - 3 - 42	1 fût fer vide
—	31 - 3 - 42	3 fûts fer vides
11	30 - 5 - 42	1 fût fer vide
3	28 - 1 - 43	1 Caisse miroirs
4	12 - 2 - 43	2 bidons vides
—	12 - 2 - 43	2 demi Barriques vin, vides
8	23 - 5 - 43	2 sacs piments

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation au livre-foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1278, déposée le 14 février 1944 le sieur Gozo Peter Ockanyi profession de planteur, demeurant et domicilié à Porto-Séguro, cercle d'Anécho, agissant en son nom personnel comme propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme de quadrilatère irrégulier portant une maison en terre de barre couverte en tôles ondulées d'une contenance totale de 4 ares.02 centiares situé à Lomé, quartier n° 5, cercle de Lomé, borné au nord par la rue d'Alsace-Lorraine, à l'est par terrain à Simons James Comlan, au sud par terrain à Akuelé Soga T. 205 de Lomé, à l'ouest par la rue d'Amoutivé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1279, déposée le 16 février 1944 le sieur Félicio Marcellin de Souza profession de planteur et notable, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel comme propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme de polygone irrégulier d'une contenance totale d'environ 5 hectares 62 ares 32 centiares situé à Abobo, cercle de Lomé, borné au nord par terrain à David Dorlé Duéga, à l'est par la lagune, au sud par terrain à John A. Komblavi Adotévi, à l'ouest par terrain à Dovon Avusey.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière p. i.,
R. de Guise.